COURANT ★ ALTERNATIF

courant alternatif

- Arrêt immédiat du nucléaire
- Non à l'intervention militaire en Libye !
- À Gauche : recomposition ou décomposition ?

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 209 | AVRIL 2011 | 3€

LE NUCLÉAIRE, C'EST LE RETOUR À LA BOUGIE



COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro à été préparé à **Reims**

La comission journal de **avril** aura lieu **en Poitou**

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

☐ 10 numéros + hors séries	30 euros
☐ Sans les hors séries	25 euros
☐ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
☐ En soutien	+ de 30 euros
☐ À l'essai (3 numéros)	5 euros
☐ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 1213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT
l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des champs BP 20912
44009 Nantes
oclnantes@free.fr
ocl.st-nazaire@orange.fr

BOURGOGNE
oclsens@yahoo.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 1213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Daumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La mouette enragée
BP 403
62206 Boulogne s/Mer cedex

NORMANDIE
CRAS, BP 5164
14075 Caen cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU
ocl-poitou@orange.fr

RHÔNE-ALPES
"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net
ocl-valence@hotmail.fr

SUD-EST
La galère, BP 74217
06131 Grasse cedex

CONTACTS
Figeac, Montpellier, Orléans, passer par
oclibertaire@hotmail.com



SOMMAIRE

EDITO ▶ PAGE 3

LIBYE
PAGE 4 ▶ Une révolution confisquée

RÉVOLTES ARABES
PAGE 6 ▶ Révolution internet, mon cul !

GRÈVE
PAGE 9 ▶ Les nettoyeuses de Jussieu, oubliées de la lutte de classe

ANARCHISME RÉVOLUTIONNAIRE
PAGE 10 ▶ Une critique du post anarchisme
PAGE 12 ▶ L'Etat, un outil possible contre le capitalisme ?

ALERTE NUCLÉAIRE
PAGE 15 ▶ Un «4 pages» supplément à courant alternatif n° 209

A VOIR
PAGE 19 ▶ Le choix de Luna ; Ma part du gâteau

BIG BROTHER ▶ PAGE 20

BILAN D'UNE LUTTE
PAGE 22 ▶ La ferme des Vignes de Bersac

RÉPRESSION
PAGE 23 ▶ Frénésie répressive au Pays basque

ÉCHIQUIER POLITIQUE
PAGE 25 ▶ A la gauche du PS, recomposition ou décomposition ?

LES ENJEUX DE LA MÉMOIRE
PAGE 27 ▶ Guerre d'Algérie, reconnaître le fait colonial
PAGE 29 ▶ La guerre de Corée 60 ans plus tard
PAGE 31 ▶ Répression des anarchistes en Belarus

BRÈVES
PAGE 32 ▶ Journée anti-répression du 19 mars/ Egrégore 2-Flics 0

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 1213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site
http://oclibertaire.free.fr

COURANT ALTERNATIF
avril 2011
COM. PAR. 0610G86750
Mensuel anarchiste-communiste
CORRESPONDANCE
OCL/Égrégore BP 1213,
51058 Reims cedex

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
IMPRIMERIE
Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé

Le "printemps arabe" n'en finit pas, suscitant un traitement politique et journalistique différent selon le pays, qu'il soit puissance pétrolière ou régionale. Pas de réaction à l'intervention de l'Arabie Saoudite et du Qatar venus en aide aux dirigeants du Bahreïn (tous sunnites) contre les manifestants (majoritairement chiites) : ce serait faire le jeu de l'Iran… Par contre, une intervention militaire pour "aider" les révoltés libyens avec au premier la France qui veut se refaire une virginité après "le syndrome MAM" en Tunisie. Avec un BHL qui se prend pour un ministre des affaires étrangères et un Glucksmann qui déclare qu'il ne faut pas recommencer l'erreur de la guerre d'Espagne et qu'il faut que les Etats démocratiques aident les "révolutionnaires" libyens. L'humanitarisme affiché pour «venir en aide» au peuple libyen à travers l'opération «*Aube de l'Odyssée*» n'est qu'hypocrisie et cynisme. La militarisation forcée de la révolution libyenne a exclu de fait la majorité de la population empêchée d'agir et a transformé une contestation populaire en un affrontement armé. (Lire à ce sujet dans ce numéro *Une révolution confisquée* et *Non à l'intervention militaire en Libye)*.

Si la Tunisie fut, en 1991, le premier pays africain connecté au réseau Internet, l'Egypte le premier Etat à se doter d'un ministère des Technologies de l'Information, et même s'il ne s'agit pourtant pas de nier ici qu'Internet ait pu jouer un rôle dans les révoltes arabes, ce n'est pas Internet qui a déclenché les révolutions, mais les "peuples" qui sont capables d'agir d'eux-mêmes (*Révoltes arabes, Révolution mon cul !* à lire dans ce numéro).

Le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon en faisant des dizaines de milliers de morts ont eu pour conséquence l'une des plus importantes catastrophes du nucléaire civil dont beaucoup d'autres développements sont encore inconnus à ce jour. Comme d'habitude, c'est l'opacité sur ce qui se passe réellement dans les 6 réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi. En France de nombreux réacteurs sont construits en zone sismique (Fessenheim par exemple) et pourraient donc très bien connaître une panne de circuit de refroidissement après un tremblement de terre. Une situation semblable est tout à fait possible dans notre pays. La cuve du réacteur n°1 de la centrale du Tricastin est gravement fissurée, et pourtant il a reçu l'autorisation de l'ASN de pouvoir fonctionner encore 10 ans de plus ! Cette catastrophe vient rappeler de quoi est faite la logique productiviste soustendue par les choix économiques ayant présidés au développement de cette filière. Le débat sur le nucléaire est relancé, la colère contre les nucléocrates, doit pouvoir rencontrer d'autres colères et s'inscrire dans la durée. La seule solution acceptable est la sortie immédiate du nucléaire, définitive et sans condition, ce qui nécessite une réelle mobilisation (voir à ce sujet *Fukushima partout ! Arrêt immédiat, sans condition et définitif du nucléaire !.*, dont vous pouvez nous commander des exemplaires à l'adresse de CA).

Régulièrement, le conflit entre la Corée du Nord et son homologue du Sud resurgit à la Une des médias. Cela nous rappelle qu'il y a tout juste 60 ans débutait la «Guerre de Corée» qui, au lendemain du second conflit mondial, manqua de peu de transformer une «guerre froide» en troisième conflagration planétaire. Comme en Libye aujourd'hui, les libéraux et les sociaux-démocrates appuyèrent en général le camp américain, en acceptant l'argument fallacieux selon lequel il s'agissait une «action de police» de l'ONU. Si la plupart des anarchistes, des trotskystes dissidents, des pacifistes radicaux et quelques autres rejetèrent à la fois le stalinisme et le capitalisme occidental, ils auraient dû exprimer leur solidarité avec le peuple opprimé de Corée – qui voulait être uni et libéré des Japonais comme de l'impérialisme américain et de ses laquais. (*La guerre de Corée 60 ans plus tard*).

Faut-il laisser une mémoire officielle envahir l'espace public, ou montrer comment l'histoire détermine pour partie notre présent, et les combats d'aujourd'hui ? L'Etat français doit reconnaître sa responsabilité dans les drames, les humiliations, les souffrances engendrées par le système colonial. Il est temps qu'enfin la France reconnaisse que la colonisation, en Algérie comme ailleurs, était faite pour dominer et exploiter. La prétendue «œuvre civilisatrice» de la République n'étant qu'un prétexte raciste pour justifier cette domination. Il faut être solidaire de la double lutte mouvement mondial des peuples, qui notamment au Maghreb, se soulèvent pour leur dignité, leur liberté et leur indépendance : contre leurs dictatures et contre la main mise des puissances impériales… (*Guerre d'Algérie, reconnaître le fait Colonial*).

Que l'espoir dans des révolutions perdure et naisse ici et maintenant!

A l'approche de la présidentielle française de 2012, et alors que le chant des sirènes émanant de la «gauche» et l'extrême gauche va bientôt nous assourdir afin de nous convaincre qu'en votant pour leurs candidats nous pourrons faire de l'appareil d'Etat une arme soit de défense soit d'attaque contre le système économique dominant, il n'est peut-être pas mal de rappeler brièvement certaines réalités le concernant (*L'Etat, un outil possible contre le capitalisme ?*). Un Etat qui joue à fond son pouvoir régalien (*Frénésie répressive au Pays Basque*). A tous les niveaux (revendicatif, social, projet de société, et, sur un terrain qui ne nous concerne pas, le terrain électoral …) il y a de la place à Gauche du P.S. ! Mais il y a beaucoup de monde dans cet espace ! Alors, autant essayer de comprendre et d'analyser ce qui se trame, se construit et se déconstruit dans ce milieu que nous pouvons côtoyer quotidiennement… (*Recomposition ou décomposition*). Les théories post-modernes doivent être critiquées, pas uniquement pour le plaisir de la joute intellectuelle. Ses idées à la mode exercent une réelle capacité d'influence dans les milieux altermondialistes, autonomes et alternatifs (*Une critique du Post-Anarchisme*).

Le problème du handicap étant trop rarement abordé au sein du monde militant, il est temps de brosser un état des lieux de la militance sur le terrain du handicap. Une analyse à travers une lutte, celle de la *Ferme des Vignes du Bersac.*

Au travers de *Les nettoyeuses de Jussieu : les oubliés de la lutte de classe*, la lutte de celles qui nettoient la merde laissée par tous les autres, celles que l'on baptise pompeusement «techniciennes de surface» sans que cela leur vaille plus de considération et d'avantages matériels, on redécouvre le dépassement des craintes légitimes liées à la précarité et la force de leur unité a fait céder les déterminations patronales les plus affirmées. Même si un résultat certain peut être bien éphémère, pour celui qui a pu vivre des luttes, il n'y a pas de «petites luttes» pas plus qu'il n'y a pas de «victoires» et chaque lutte porte une leçon, d'abord pour tous ceux et toutes celles qui y ont participé.

Reims le 26 mars 2011

Une révolution confisquée

Un mois après le soulèvement de Benghazi, les Libyens découvrent que le monde entier s'intéresse à leur sort et travaille d'arrache-pied pour les sauver des griffes d'un dictateur grotesque et excentrique, comme le désignent les journalistes. Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le conseil de coopération du Golfe, la Ligue Arabe, l'Union Européenne, le conseil de sécurité de l'ONU, Bernard-Henri Levy ; il ne manque plus que le dalaï-lama et le pape. On n'a pas vu une telle agitation diplomatique pendant les bombardements sur Gaza ou à propos des événements actuels en Côte d'Ivoire ou au Yémen. Samedi 19 mars, à 17h45 l'aviation française bombarde une première fois ; depuis c'est un déluge de bombes et de missiles qui s'est abattu sur «des cibles» dans le but de sauver la population libyenne, dans le cadre de l'opération «Aube de l'Odyssée».



L'OPPORTUNISME DIPLOMATIQUE

Dans un premier temps, des sanctions ont été décidées contre le régime de Kadhafi, notamment l'arrêt de livraisons d'armes et le blocage de ses avoirs financiers dans les banques européennes et américaines.

En 20 jours, la Libye a connu un bouleversement radical. Le mouvement de contestation, déclenché le 15 février suite à l'arrestation d'un militant pour la défense du droit des familles des 1200 victimes assassinées dans la prison de Bouslim en 1996, s'est transformé en quelques jours en une insurrection armée après récupération d'armes et munitions dans diverses casernes à Benghazi, Beïda et Tobrouk et le ralliement sur place d'unités de l'armée, dans des circonstances qui restent à éclaircir.

Le Conseil National de Transition (CNT) créé le 5 mars, est composé de 31 membres délégués de villes ou régions libérées, dont seuls 10 d'entre eux ont communiqué leurs noms, les autres restant secrets pour des raisons de sécurité. Le CNT se déclare seul et unique représentant de la Libye qui devient «La République Libyenne», il nomme Mustapha Abdeljalil, l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi, comme président. La première déclaration (bayan) de ce conseil est d'affirmer que l'objectif du CNT est la fin du régime de Kadhafi, la mise en place d'un comité préparant une nouvelle Constitution et la formation d'un gouvernement provisoire en charge d'organiser des élections démocratiques. Il déclare en même temps le refus catégorique d'une intervention ou la présence de forces militaires étrangères sur le sol libyen. Par une simple déclaration d'allégeance au CNT, tous les diplomates et divers représentants de délégations régionales et internationales conservent leur poste.

La veille d'une réunion européenne extraordinaire consacrée à la situation en Libye, la France décide de reconnaître le CNT comme seul représentant légitime de la Libye, cela s'est passé jeudi 17 mars, Nicolas Sarkozy recevait à l'Elysée, dans une réunion initiée par Bernard-Henri Levy, trois représentants du CNT. Dès la création du CNT, BHL était à Benghazi pour rencontrer les membres de ce conseil et a donc organisé cette rencontre à Paris, à laquelle il a assisté. À l'issue il déclare : «*La France prendrait part à une opération de neutralisation des avions de chasse de Kadhafi sous deux formes possibles : soit le brouillage des systèmes de communication soit le bombardement de la base aérienne de Syrte*».

Cette initiative ne s'explique pas uniquement par la volonté de redorer l'image de la politique étrangère de la France taxée d'amateurisme et prise de cours face aux événements en Tunisie et en Egypte mais plutôt par des enjeux économiques et stratégiques et aussi parce que Sarkozy, comme tout président, veut sa guerre. Sachant que Kadhafi est fini politiquement et qu'il finira par partir, la France veut s'assurer une place de choix vis-à-vis du nouveau pouvoir pour préserver ses intérêts pétroliers et industriels. Surtout que le CNT a garanti que les accords signés avec ses partenaires en Occident seront respectés et ceux-ci pèsent lourd, très lourd sur l'économie française.

LE PRIX DES ARMES

C'est l'ancien ministre de la Défense, Hervé Morin qui le confirme : «*Avec 8,16 milliards d'euros de prise de commandes en 2009, chiffre supérieur de 22% à celui de l'année précédente et jamais atteint depuis l'année 2000, nous poursuivons le net redressement de nos exportations d'armement et la France marque son retour parmi les exportateurs mondiaux.*»

En 2007, la Libye a signé un contrat d'une valeur de 100 millions de dollars pour la remise en état de 12 mirages F1, celle-ci a été réalisée en 2009. Depuis 2005, date de la fin de l'embargo sur la Libye, la France a vendu pour 210 millions d'euros de matériel militaire. Ensembles, l'Italie, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique ont vendu pour un total de 800 millions d'euros d'armement.

En 2007, pendant la visite de Kadhafi à Paris, Sarkozy a évoqué des contrats portant sur des dizaines de milliards d'euros, notamment dans le domaine nucléaire avec l'installation d'un réacteur nucléaire pour la désalinisation de l'eau de mer ; des missiles antichars Milan, un réseau de communication sécurisé Tetra pour un total de 30,5 millions d'euros ; d'autres contrats en cours de discussion portent sur plus de 2 milliards d'euros

concernant des avions de chasse, des hélicoptères, des radars, des chars, des missiles et autres gadgets de ce genre. Les exportations ont donc été interrompues dans l'urgence, suite aux événements.

On peut juste rappeler que la France ne fournit pas que la Libye, mais aussi le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Bahreïn, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, etc.

Un dictateur n'est pas une plante sauvage ou une catastrophe naturelle, il ne tombe pas du ciel tout puissant. S'il y a des petits dictateurs en Afrique, c'est qu'il y en a de plus grand ailleurs qui les entretiennent, les nourrissent et leur fournissent armes, argent, médias, légitimité, etc. Kadhafi ne peut pas se maintenir au pouvoir durant 42 ans sans les armes fabriquées ici et ailleurs, il ne peut pas exister sans système de communications, sans l'argent du pétrole, sans le monde extérieur. Et si les Européens décident aujourd'hui de se débarrasser de lui, c'est pour contrôler la région, et freiner les révoltes qui éclatent un peu partout.

La Ligue Arabe a fait appel au conseil de sécurité de l'ONU pour instaurer une No Fly Zone (zone d'exclusion aérienne) ce qu'ils auraient très bien pu faire euxmêmes, vu les tonnes d'armes dont ils disposent. Certes, Kadhafi est gênant pour la majorité des pays arabes, mais apparemment la révolution l'est encore plus. Cette décision de déléguer le sale boulot à l'ONU joue sur deux tableaux, soit en comptant sur le veto de la Chine et de la Russie pour la bloquer, soit en décréditant la révolution en cas d'intervention étrangère.

Le conseil de coopération du Golfe demande l'intervention du conseil de sécurité de l'Onu et l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Libye pour neutraliser Kadhafi et sauver le peuple libyen et une semaine plus tard il envoie des renforts militaires au Bahreïn pour réprimer la population et sauver le roi. Les Etats-Unis n'y voient pas là d'invasion étrangère!

Au lendemain des bombardements américains et français, la Ligue Arabe fait marche arrière et annonce que les bombardements ne sont pas conformes à la décision du conseil de sécurité de l'Onu. Pour Kadhafi, la No Fly Zone ne le perturbe pas plus que ça, il a d'ailleurs déclaré qu'il respecterait les décisions du conseil de sécurité, en fait il attend une fin héroïque sous les bombardements de l'Otan pour accéder au statut de martyr tombé sous les forces du mal de l'occident, il ira jusqu'au bout dans la provocation. Il sait que l'occident ne peut plus faire marche arrière, ne peut plus traiter avec lui.

UNE OCCASION MANQUÉE

Succédant aux images de manifestation de masses des Tunisiens et des Egyptiens, montrant la place Tahrir bondée de centaines de milliers de femmes et d'hommes en colère et aussi enthousiastes, la révolution libyenne est montrée au travers d'hommes en armes vêtus de treillis, puis de bombardements de la coalition et des champs de ruines. La révolution libyenne a échoué avant même de commencer, les gens n'ont pas eu le temps de sortir dans la rue, dès les premiers pas c'est une balle, une bombe. En l'espace de deux semaines émerge une direction, un pseudo gouvernement qui négocie avec le monde entier et parle aux noms des Libyens en demandant une zone d'exclusion aérienne, pensant qu'il ne s'agit que d'un panneau de signalisation face aux avions de Kadhafi, ce dont un diplomate allemand les a mis en garde leur précisant que cela signifie in fine, des bombardements.

La militarisation forcée de la révolution libyenne a exclu de fait la majorité de la population empêchée d'agir et a transformé une contestation populaire en un affrontement armé entre des amateurs mal armés et une armée de métier soutenue par des mercenaires.

Cet affrontement a aussi exclu du processus d'insurrection, 2 millions et demi de travailleurs immigrés qui avaient bien plus de raison de se révolter que les Libyens, surtout qu'un million et demi d'Egyptiens et plus de cinquante mille Tunisiens n'ont pas pu participer à leur propre révolution ; c'était là l'occasion de créer une véritable jonction entre les trois soulèvements et de les transformer en révolution de classes.

La Libye est depuis longtemps un employeur important de travailleurs étrangers qui assument tous les emplois non



qualifiés dans les secteurs des services, du bâtiment, de l'artisanat, de l'entretien, de la main d'œuvre et dans le secteur pétrolier. Ils viennent d'Asie du Sud Est, d'Afrique et de Tunisie, Egypte et Maroc. Ils ont dû fuir par centaines de milliers vers la Tunisie et ils se sont fait dépouiller par les hommes de Kadhafi leur prenant tout pour qu'ils repartent aussi pauvres qu'ils sont venus ; leur portables et appareils photos/vidéos leur sont pris pour que ne puissent pas sortir d'images ou témoignages à l'extérieur.

CONFISCATION PAR LES ARMES D'UNE RÉVOLTE POPULAIRE

Kadhafi est soit un génie de la stratégie de manipulation des masses, soit il a des conseillers de haut niveau, spécialistes de la gestion des révoltes car son

NON À L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE !

L'intervention des pays soi-disant démocratiques alliés aux monarchies pétrolières n'a pas pour but philanthropique de venir en aide au peuple libyen pour aboutir à son émancipation sociale et politique.
L'enjeu n'est pas tant de capter les ressources pétrolières libyennes, que de montrer la capacité de ceux qui gouvernent le monde de stabiliser une situation régionale à leur avantage. En enrôlant le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, les Occidentaux confortent ces régimes tyranniques dans leur intervention militaire contre l'insurrection bahreïnie, et légitiment ainsi par avance les futures répressions sanglantes dans tous les pays de la péninsule Arabique et au-delà si besoin est. De plus, la Libye de Kadhafi jouait vis-à-vis de l'Europe le rôle de verrou contre l'immigration africaine, comme le lui avaient demandé ses amis Sarkozy et Berlusconi. Il est donc nécessaire pour les États européens de s'assurer que Kadhafi soit bien remplacé par un pouvoir à leur service.
Le soulèvement populaire du peuple libyen est l'opportunité attendue par les oligarchies occidentales pour reprendre la main dans une région où la multiplication des soulèvements populaires n'a cessé d'inquiéter les «démocrates patentés». L'humanitarisme affiché pour «venir en aide» au peuple libyen n'est qu'hypocrisie et cynisme, car depuis quarante-deux ans ce peuple subit le joug de son «Guide» et se fait massacrer dans le silence à défaut de pouvoir s'exiler sans espoir de retour ; et, ces dernières années, les États et les entreprises de ce même Occident acceptaient les capitaux du régime libyen et se précipitaient en rangs serrés à Tripoli pour lui vendre des armes, et même lui proposer une centrale nucléaire !
Le peuple libyen est aujourd'hui pris en otage entre son dictateur et les puissances occidentales soucieuses d'abord de leurs intérêts économiques et géostratégiques.
Le prix à payer par le peuple libyen pour cette tentative d'émancipation sociale sera élevé en raison
• de la guerre actuelle ;
• de la perpétuation éventuelle du régime de Kadhafi ou de ses héritiers sur tout ou partie de ce territoire ;
• ou du diktat de l'exploitation capitaliste par les bourgeoisies venues asseoir militairement une nouvelle tyrannie.
Le courage des peuples arabes qui ont osé dire ça suffit, qui nous montrent le chemin d'autres présents possibles, est admirable.
Le courage du peuple libyen debout pour ses libertés appelle respect et solidarité.
Nous sommes sensibles au sort des victimes, mais ne nous laisserons pas aveugler par une émotion consensuelle.
Notre solidarité n'est pas de nous associer au chœur des pseudo-philosophes, aussi larmoyants que va-t-en-guerre, et des médias aux ordres de l'idéologie capitaliste, mais de continuer le combat pour l'émancipation sociale et politique contre nos bourgeoisies complices de ces massacres.

O.C.L.
Le 20 mars 2011



plan est diabolique. L'introduction de mercenaires africains a suscité un certain racisme et une méfiance de la population envers les travailleurs africains les obligeant à fuir par milliers, à pied vers la Tunisie. Puis Kadhafi a désigné les Tunisiens et les Egyptiens comme les responsables de ces révoltes et ses comités révolutionnaires étaient chargés de les chasser, bloquant ainsi toute possibilité de rencontre et de solidarité qui pouvait se créer et installant la peur parmi ces travailleurs.

Dès le début, Kadhafi a encerclé la révolte ne laissant le choix aux Libyens que de mourir sous ses bombes ou faire appel à l'aide internationale. Et de fait ce n'est plus la population qui s'exprime mais un gouvernement auto proclamé qui s'adresse aux autres gouvernements. La population égyptienne ou tunisienne qui pouvait venir en aide aux insurgés libyens et aux travailleurs immigrés est mise à l'écart …

One, two, three, choukran sarkozy ! Des milliers de manifestants scandent ce slogan et font la fête toute la nuit sur la place centrale de Benghazi suite à la déclaration de guerre de la coalition. Cela laisse un goût amer et annonce la victoire de la politique de Kadhafi, annoncée lors de son second discours aux Libyens, «Moi ou les Américains !». C'est très difficile à admettre, cette situation, ici en France mais aussi pour les Libyens qui n'ont eu de choix qu'entre la peste ou le choléra. C'est une situation de non-retour : «Je préfère la colonisation française à l'esclavage de Kadhafi et sa famille», ce sont les paroles d'un opposant libyen qui a passé 14 ans dans les geôles de Kadhafi.

L'argument principal de cette intervention militaire c'est l'argument humanitaire : sauver des vies ! L'intervention armée française et américaine, c'est la dernière chance pour Kadhafi d'avoir une fin de règne honorable.

Aucun bombardement n'a libéré les peuples et aucun prétexte n'est recevable à l'usage de la force armée sur un pays, une population à coup de missiles, bombes et autres sophistications meurtrières.

Il faut condamner toute intervention militaire des puissances dites «démocratiques» qui entendent toujours et partout imposer leur ordre économique et social.

Quel cruel paradoxe en effet de demander à ceux-là mêmes qui ont armé Kadhafi, de le désarmer aujourd'hui ? Quand bien même tous les Libyens demanderaient l'intervention de forces armées occidentales, on ne peut que s'élever fermement contre cette intervention et la dénoncer sans restriction. Il n'y a, de plus, aucune certitude que l'ensemble de la population libyenne la souhaite, nous n'entendons que les voix de la presse occidentale, de quelques micro-trottoirs et celle du Conseil National de Transition Libyen. Peut-être découvrira-t-on un peu tard, que la majorité des Libyens n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer sur ce sujet, que nombre d'entre eux pense qu'un peuple ne peut se libérer que par lui-même avec ses propres moyens. □

Saoud 22 mars 2011

Révoltes arabes

Révolution Internet, mon cul !

Nombreux sont ceux qui, parmi les commentateurs des mouvements sociaux en général et des révoltes arabes en particulier, ne parviennent pas à envisager que le «peuple» puisse agir par lui-même. C'est tellement en dehors des schémas mentaux façonnés par l'idéologie dominante qu'il leur faut à tout prix se rabattre sur des explications et des causes extérieures, de celles qui collent au mieux avec des scénarios qui ne conçoivent les dynamiques sociale que de haut en bas et de l'extérieur vers le peuple. Nous avions évoqué cette question (CA de février 2001) à propos des interprétations «conspirationnistes». Les délires à propos d'Internet sont faits du même bois.

Cette technologie fascine à ce point les amants de la modernité qu'ils lui attribuent des mérites jusque dans le déclenchement des révoltes. Une révolution numérique, a-t-on pu lire un peu partout à propos de la Tunisie et de l'Egypte !

Le Nouvel Observateur, l'un des journaux favoris des bobos-postmodernes-internetisés-de-gauche, n'y va pas par quatre chemins : «Les réseaux sociaux sont le vecteur des révoltes montantes.» Et de nous citer cette «communauté» des «anonymous» qui, après s'en être pris à l'industrie du disque et avoir soutenu Wikileaks, aurait déserté pour un temps leurs terrains de prédilection de la sphère culturelle pour introduire la modernité (c'est-à-dire, selon eux, la démocratie) au sein des masses arabes avec l'opération «Couscous».

Internet offre maintenant des terrains de jeux aux nouveaux Zorro qui voudraient se donner l'illusion qu'ils vont sauver le monde. Les nouvelles avant-gardes sont arrivées.

Bienheureux peuples arabes qui ont pu, grâce à la «révolution numérique» avec Internet, Facebook ou Twitter, réaliser la première «révolution 2.0» ! Et, comme chacun sait que ce sont là des outils démocratiques, ces révolutions ne peuvent que tendre à la modernité dans laquelle, nous, Occidentaux, baignons, mais à laquelle les Arabo-musulmans ne parvenaient pas à accéder. C'est fait, grâce au complexe militaro-industriel américain.

Il ne s'agit pourtant pas de nier ici qu'Internet ait pu jouer un rôle. Les li-

belles ont joué leur rôle en 1789, le télégraphe pendant la Commune de Paris, le téléphone pendant la révolution espagnole. Mais, comme internet maintenant, ils ne furent qu'un élément utilisé parmi d'autres, en rien un déclencheur et encore moins un composant décisif.

L'illusion est partie de la Tunisie et de l'Egypte, dont la réputation est d'avoir été à l'avant-garde : La Tunisie fut, en 1991, le premier pays africain connecté au réseau internet. L'Egypte fut le premier Etat à se doter d'un ministère des Technologies de l'Information… si bien que ces deux pays avaient acquis parallèlement une belle avance en matière de répression des nouvelles formes de communication. Ce qui permit au gouvernement de Moubarak d'opérer des coupures d'Internet et des mobiles pendant cinq jours. Or on a constaté que cela n'avait en aucune manière provoqué un déclin de la mobilisation, comme l'espérait le pouvoir qui s'est résolu à rétablir l'accès au réseau. La montée progressive des mobilisations s'est donc faite indépendamment de la raréfaction et même de la disparition des flux d'information.

De toutes les façons, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont encore très loin, dans les pays arabes, de l'emporter sur la télévision. En fait, la télévision avec les infos en continu, et en particulier Al-Jazira, s'est imposée comme le premier média d'information et de mobilisation, mais aussi de témoin du rapport de forces.

En Tunisie, les usagers de Facebook ne représentent que 18 % de la population.

En Egypte, sur 80 millions d'habitants, 24 millions sont connectés à internet, avec 5 millions de comptes Facebook et 300 000 Twitter seulement.

A QUOI ET À QUI SERT CETTE SURMÉDIATISATION D'INTERNET ?

Parler de révolution par les TIC est très largement abusif. On oublie qu'en Egypte comme en Tunisie le pays était maillé, discrètement et à l'écart des grands médias ou de l'intelligentsia européenne, de mouvements sociaux de toutes sortes, d'associations, d'intellectuels, de centres de recherches, de syndicalistes. Internet a sans doute été un petit plus en bout de chaîne, mais, pour ceux qui ignoraient tout de ces pays, ces TIC sont devenus soudainement l'élément le plus visible – qui, de plus, correspondait à leur propre culture occidentale –, et ils ont pris une ampleur démesurée dans la rationalisation d'événements inimaginables. Pourtant, beaucoup parmi les manifestants de la place Tahrir n'avaient pas les moyens d'avoir un PC, une connexion Internet, ou même de payer des heures de Cybercafé » !

Dans le dernier numéro de CA, nous avons montré comment, en Tunisie, les médias occidentaux, focalisés sur les classes moyennes, les intellectuels et Internet, avaient «oublié» pour un temps que le mouvement était parti des villes et des villages du Sud et du Centre, beaucoup moins bien équipés et au fait des TIC. En Egypte, le peuple des campagnes ne possède que la télévision. Pourtant, pendant les quelques semaines de vacance du pouvoir, des paysans en ont profité pour récupérer des terres qui leur avaient été enlevées par les grands propriétaires terriens avec la complicité de l'Etat. Internet et Facebook ne relient entre eux que les gens «cultivés», pas les cultivateurs.

Autre exemple, en Syrie. Dimanche 20 mars, des centaines de manifestants ont mis le feu au palais de justice de Deraa après trois jours de contestation. L'explication de la presse, c'est que le 15 mars a été lancé un appel d'une page sur Facebook : «La révolution syrienne contre Bachar Al-Assad 2011». Pourtant, en 2009, en Syrie comme en Iran, l'Internet a été largement utilisé pour créer un mouvement contre les pouvoirs en place… et ça n'a pas marché. Si ça marche (et rien n'est encore prouvé) presque deux années plus tard, c'est qu'il s'est passé bien des choses en Syrie qui sont passées inaperçues, et ce n'est pas simplement la magie des TIC qui a joué !

Quant à la Libye, il ne s'y est probablement rien passé, puisque Internet y est beaucoup moins développé !

Mais si le rôle d'Internet a été largement survalorisé, c'est parce qu'il représente ce que certaines forces voudraient que les relations sociales deviennent : dépendantes et contrôlables. Twitter donne l'illusion de la liberté et de la démocratie, mais forge les moyens de nouvelles dépendances, de nouveaux contrôles et de formations des élites mieux adaptées au monde moderne.

On se rappelle Slim Amamou, le cyber-activiste tunisien à la pipe qui fit la une de la presse mondiale pour avoir été emprisonné par Ben Ali. Il s'est retrouvé ministre (des Sports) dans le gouvernement fantoche de Ghannouchi viré très vite par la rue.

Et puis Wael Ghonim, ce jeune Egyptien désigné comme icône des jeunes pour avoir été détenu douze jours comme créateur de la page Facebook : «Nous sommes tous Khaler Saïd» (un jeune tué par la police le 6 juin 2010). Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas l'Egyptien type ! Il vivait à … Dubaï et n'était rien moins que le chef du marketing de Google pour le Moyen-Orient. Déclencher une révolution comme campagne publicitaire, c'est pas mal ! Et là, nous touchons sans doute d'autres… connexions !

Derrière cette surmédiatisation de l'utilisation de Facebook, il n'y a pas que la fascination crétino-béate qu'elle exerce sur les néobobos occidentaux. Lorsque Mme Clinton déclare, mi-février dernier, qu'« Internet est devenu l'espace public du XXIe siècle », que « les manifestations en Egypte et en Iran, alimentées par Facebook, Twitter et YouTube, reflétaient la puissance des technologies de connexion en tant qu'accélérateurs du changement politique, social et économique » (*Le Monde* du 16 février), et que, dans le même temps, elle débloque 25 millions de dollars pour soutenir des projets de création d'outils agissant «en faveur de la liberté d'expression en ligne» pour Twitter en langue chinoise ou russe, il devient évident qu'Internet est à ajouter à la liste des réseaux qui, depuis le milieu des années 90, œuvrent à une recomposition du monde favorable aux Etats-Unis*, et que Google n'en est qu'un des maillons. Les révolutions numériques n'ont pas eu lieu cette fois-ci, mais ils en rêvent ! ☐

JPD

* Voir à ce propos CA 145, janvier 2005, « La vraie-fausse révolution orange», qui désignait cette politique des réseaux américains pour infléchir dans un sens favorable aux Etats-Unis les inévitables soubresauts provoqués par l'implosion du monde soviétique. Les révolutions furent baptisées de toutes les couleurs et de toutes les fleurs ! Maintenant, on ajoute une touche internet et Facebook. Quels poètes ces démocrates !



Les nettoyeuses de Jussieu : Les oubliées de la lutte de classe

DE TOUT TEMPS, UNE BONNE PARTIE DE CES «OBSCURS» FURENT LES NETTOYEUSES (ON UTILISE LE FÉMININ CAR CE SONT ESSENTIELLEMENT DES FEMMES), CELLES QUI NETTOIENT LA MERDE LAISSÉE PAR TOUS LES AUTRES, CELLES QUE L'ON BAPTISE POMPEUSEMENT «TECHNICIENS DE SURFACE» SANS QUE CELA LEUR VAILLE PLUS DE CONSIDÉRATION ET D'AVANTAGES MATÉRIELS.

Elles sont vraiment le bas de l'échelle de toute cette hydre hiérarchique que constituent tous les occupants et occupés du campus. C'est cette situation qui, pour une bonne part explique ce qui suit car leur fonction et par suite leur situation, autrement dit leur vie, est enserrée dans le filet d'un dédale juridique où l'on retrouve le statut de la fonction publique, les privatisations avouées ou larvées et des postes de travail bâtards sui generis qu'autorise plus ou moins légalement la prétendue autonomie de cet ensemble universitaire. Il n'y a guère qu'elles mêmes, et pour cause, qui se soucient de leur position dans cette mélasse, car cette société fermée qu'est un campus est particulièrement élitiste et qu'elles n'appartiennent pas à la «catégorie du savoir»

Actuellement, tous statuts confondus il n'est pas possible de chiffrer exactement leur effectif car il recouvre une multiplicité non seulement d'appartenance à des entreprises privées mais aussi pour celles qui sont payées par l'université à des statuts divers, permanents ou précaires.

La plus grande partie des «privées» ressortent du trust Véolia; ce qui suit ne les concerne pas car si elles doivent le plus souvent cavaler avec leur seau et leurs balais dans les dédales des couloirs d'un secteur à l'autre, elles n'ont aucun lien juridique avec l'université et bien peu de rapport avec leurs sœurs du nettoyage bien qu'œuvrant sur le même lieu pour la même tache vraisemblablement avec plus de précarité (beaucoup sont des immigrants) et partant peu de solidarité. Nous n'en parlerons pas plus car ce qui va suivre concerne uniquement autres «nettoyeuses» car il y a ces autres dépendant elles d'une manière ou d'une autre de l'Université, aujourd'hui uniquement ParisVI

Un rappel historique est nécessaire pour expliquer leur présence sur le campus. Avant le début des années 70, tout le service de nettoyage comme d'autres tâches accessoires non enseignantes, étaient dévolus à différentes boîtes du privé, plus ou moins des négriers. Au début des années 70 des mouvements de lutte très durs (on parle de coups de couteaux et même d'armes à feu) amenèrent la reprise de tout ce secteur directement par l'université, déjà avec des statuts bâtards, ni fonctionnaires, ni franchement sous statut privé. Peu à peu et en relations avec les tendances générales du système vers les privatisations et la précarisation, le balancier repartit dans l'autre sens : toute une partie du nettoyage fut privatisé mais il subsiste actuellement les séquelles de la situation précédente que l'Université – dans ses habits neufs de l'autonomie – entend liquider pour revenir au statu quo ante. En termes clairs, bien que cela n'ait jamais été dit ni écrit, étant donné les problèmes financiers de cette unité administrative autonome, les réductions d'effectifs et les privatisations de services sont un des moyens, qu'ils pensaient facile, de réduire un déficit sur le dos des plus vulnérables et, pensaient-ils, peu capables de se défendre.

Elles (on emploiera le féminin bien qu'il y ait quatre hommes parmi elles avec des affectations particulières) sont 45 à devoir de défendre en cette année 2010. Elles ont un statut hétéroclite, mais toutes avec un employeur unique, l'université et avec le même travail (sauf les quatre hommes affectés au tri et à la collecte des détritus): vider les poubelles de partout et nettoyer les espaces communs (couloirs, bibliothèque, escaliers et la tour des administratifs), les unités de recherche et enseignements ayant leurs propres sections de nettoyage assuré par le privé. Elles sont réparties en deux équipes soir et matin, deux d'entre elles, deux des plus anciennes sont «chef d'équipe» responsables mais sans guère d'avantages et trois d'entre elles sont des «volantes» pour les remplacements. Les unes sont en CDI non-fonctionnaires mais sous statut de la fonction publique, d'autres sont fonctionnaires à part entière, et d'autres sont en CDD de durée variable. Aucune d'elle n'est syndiquée.

Le bruit court que 23 d'entre elles, toutes en CDD doivent être virées collectivement, ce qui est faisable car lors des renouvellements les CDD l'ont été avec des durées inégales pour faire coïncider les départs. Ce qui accrédite des bruits de couloir, c'est qu'une telle manœuvre a déjà été utilisée pour les travailleurs de la cantine que l'on voulait «privatiser» et qu'une résistance soutenue par tous les syndicats a réussi à faire rattacher au CROUS(qui a un statut juridique distinct d'établissement public gérant les œuvres sociales universitaires). Il est évident que l'ensemble procède d'une politique délibérée d'éliminer de la gestion directe par Paris VI de tout ce qui n'est pas le «cœur du métier» c'est-à-dire enseignement et recherche

Les choses se précisent lorsque sept nettoyeuses reçoivent une lettre leur annonçant que leur CDD ne sera pas renouvelé. Epaulée par les représentants de tous les syndicats d'autres catégories d'employés de Paris VI, une des «chefs d'équipe» obtient un rendez-vous avec le président deux jours plus tard (alors qu'une possibilité de joindre ce dossier lors d'une entrevue déjà programmée pour la CFDT pour le jour même a été refusée). L'entrevue se déroule en présence de trois de la direction, le président entouré du DRH et du secrétaire général adjoint : refus de changer quoi que ce soit. Il y est même dit que «le président se fout du ménage». Le compte rendu négatif est fait devant toutes les nettoyeuses du soir qui décident immédiatement de se mettre en grève ; elles préviennent l'équipe du matin qui se met également en grève ; la grève touche les 45 toutes catégories confondues. Aidée de l'intersyndicale, toute une organisation se met en place pour populariser la grève et tenter d'obtenir des solidarités : pétition (qui recueillera 5 000 signatures sur le campus) affiches, banderoles, tracts. Pas une des nettoyeuses ne manque à l'appel.

Un incident témoigne de la tension. Comme le président a engagé Véolia pour évacuer les bennes où les ordures s'accumulent un piquet de grève s'oppose à leur enlèvement. Des vigiles sont mobilisés pour tenter de passer outre; un de

Cet article est extrait du dernier bulletin *Dans le monde une classe en lutte*, daté de mars 2011, s'il nous a paru pertinent de le reproduire dans *Courant Alternatif*, c'est d'abord en raison de son intérêt intrinsèque, c'est aussi parce qu'aujourd'hui, l'équipe qui participe à sa rédaction, rencontre des difficultés quant à la fabrication et à la diffusion de ce bulletin. *Dans le monde une classe en lutte*, diffusé gratuitement depuis 1993, se veut une recension irrégulière et non exhaustive des luttes de classes à travers le monde. Son intérêt n'est plus à démontrer, il serait donc dommage que sa distribution soit menacée par des questions financières (quelques timbres et/ou quelques euros devrait faire l'affaire, et si vous en avez de trop vous envoyer le reste à C.A)

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE/
ECHANGES ET MOUVEMENT
BP 241 75866 PARIS CEDEX 18

ca 208 mars /2011 - copie 4:CA 27/03/11 10:02 Page 9

leurs chefs prend des photos du piquet. Le président se pointe, déclare le piquet illégal et menace les participants de licenciement immédiat. Un délégué CGT appelle les flics qui se pointent et après explications ne jugent pas bon d'intervenir et évacuent.

Tous les deux jours des rendez-vous avec la direction donne progressivement quelques concessions dans l'espoir que cela mettra fin à la grève. Ils noient souvent le poison en évoquant des problèmes comme les surfaces à nettoyer, etc., des questions pratiques dont ils ne connaissent manifestement rien Peine perdue car après 8 jours de grève, une dernière entrevue convoquée impromptu le soir (avec un seul syndicat, la CGT, manœuvre de division ?) présente le bilan de 17 «récupérées» et 6 licenciées comme le terme définitif des débats

Lors du compte rendu devant l'assemblée des nettoyeuses, la fatigue et le sentiment d'impuissance entraînent un certain flottement. Le délégué CGT conseille d'accepter en arguant «qu'il y aura d'autres moyens de lutte» et ses interventions sont de plus en plus appuyées. Certaines le suivent et sont partisanes d'arrêter. Après pas mal de discussion, des entrées et des sorties, les nettoyeuses laissées seules pour décider votent finalement la poursuite de la grève. Tous les syndicats signent quand même un dernier tract et le président de l'université annonce deux jours après dans un communiqué que tous les CDD seront renouvelés. La grève en est à son 10e jour et c'est la reprise

Le but de la grève est atteint mais chacun est persuadé que ce n'est qu'une mesure provisoire : tous les contrats renouvelés le sont toujours avec le même terme commun et dans quelques mois le même problème se reposera. Il n'y a pas vraiment de position commune pour la récupération des jours de grève qui resteront finalement sous des formes diverses à la charge des nettoyeuses.

Il peut paraître mineur de consacrer un article à une grève d'une semaine d'une quarantaine de précaires parmi les précaires pour un résultat certain mais peut être bien éphémère. En fait, pour celui qui a pu vivre des luttes, il n'y a pas de «petites luttes» pas plus qu'il n'y a pas de «victoires» et chaque lutte porte une leçon, d'abord pour tous ceux qui y ont participé. Au-delà de ce l'on peut y voir de ce que l'on peut reconnaître des attitudes syndicales, au-delà de ce que l'on pouvait savoir que les patrons d'université, tout gradés parmi les élites intellectuelles qu'ils soient se comportent dans les rapports de classe comme de vulgaires et quelconques patrons d'entreprise, la leçon, ce sont les nettoyeuses, ces précaires parmi les précaires qui la donnent : le dépassement des craintes légitimes liées à la précarité et la force de leur unité a fait céder les déterminations patronales les plus affirmées. Puissent dans leurs luttes futures qui seront inévitablement leur de nouveau affirmer leur courage et leur unité. □



Voici le tract de revendication écrit par des prisonniers du bâtiment MA2 de la maison d'arrêt du Mans - Les Croisettes avant leur action du 10 mars dernier. Cet appel a été diffé dans le centre-ville du Mans et devant la maison d'arrêt. Il a également été repris dans le journal Murmure (journal apériodique diffusé devant la maison d'arrêt d'Angers).

Appel à la grève de l'obéissance

Aujourd'hui, le jeudi 10 mars 2011, nous vous informons que nous ne remonterons pas de la cour de promenade au terme de l'heure prévue.

Nous maintiendrons cette grève de l'obéissance jusqu'à ce que nous obtenions un résultat concernant nos revendications locales :

-Trois parloirs par semaine, sans surveillance pour tous, sans limitation du nombre de visiteurs, sans permis de visite pour les enfants en bas âge, sans suppression des parloirs pour cause de retard

- L'affectation d'un dentiste dans la prison

- La mise en place d'une surveillance indépendante sur les problèmes liés à la privatisation du service des cantines

- Des horaires «portes ouvertes» pour chaque étage.

À tous ceux qui s'étonneront du moyen d'action utilisé : vous avez raison, il est sans commune mesure avec les ravages que la prison génère chez nous depuis des années. Il ne nous permettra pas de remuer, par un rapport de force durable, la boue de la bureaucratie pénitentiaire.

Mais les mensonges répétés dont l'administration locale use pour nous tenir, l'isolement ressenti et vécu, la façon dont des petits chefs nous font subir leurs pouvoirs, tout ceci nous contraint à réagir.

Et malgré la dérision de notre réaction, ceux qui connaissent la prison le savent, nous aurons demain les honneurs de cette répression humaniste tant vantée du ministre des Affaires étrangères : transferts, cachots, tabassage par les ÉRIS.

À tous ceux qui s'étonneront de la mesquinerie de nos revendications, eut égard à tout ce qui se fit sur les prisons : vous avez raison, il n'y a rien à garder. C'est pourquoi nous ajoutons les deux revendications suivantes :

Libération des personnes emprisonnées sans condamnation !
Destruction de toutes les prisons !

Elles sont un message à tous les taulard-es potentiels, à tous nos proches, à tous les exclus, les grévistes, les défaillants, les sans papiers, sans grade et sans frontières.

La prison est cet outil de gestion des chômeurs, cet outil de gestion de la peur, cette confiscation de vos liens par la police, de votre responsabilité par la justice.
Ce laboratoire de la surveillance et du contrôle. Elle est ce verrou qui vous enferme par sa menace. Or ce verrou, si incassable dans notre situation, il vous est vulnérable,
BRISEZ-LE, FAITES-LE SAUTER !

Des détenus du bâtiment MA2 de la maison d'arrêt Le Mans - Les Croisettes (72)



Tu crois qu'il fait chaud dans les prisons ?

Une critique du post-anarchisme

LES THÉORIES POST-MODERNES DOIVENT ÊTRE CRITIQUÉES, PAS UNIQUEMENT POUR LE PLAISIR DE LA JOUTE INTELLECTUELLE. SES IDÉES À LA MODE EXERCENT UNE RÉELLE CAPACITÉ D'INFLUENCE DANS LES MILIEUX ALTERMONDIALISTES, AUTONOMES ET ALTERNATIFS.

Le post-anarchisme repose sur une théorie innovante du pouvoir développée par Michel Foucault. Pour résumer, le pouvoir ne se réduit pas aux institutions qui imposent des règles directement contraignantes mais comprend les rapports sociaux qui diffusent des normes. Une manière de penser, d'agir est modelée par les relations que les individus entretiennent entre eux. Autant directement citer la prose opaque de Michel Foucault: «*Le pouvoir n'est pas quelque chose qui s'acquiert, s'arrache ou se partage, quelque chose qu'on garde ou qu'on laisse échapper; le pouvoir s'exerce à partir de points innombrables, et dans le jeu des relations inégalitaires ou mobiles […]*». Michel Foucault évoque sa conception du pouvoir notamment dans *La Volonté de savoir.*

Cette conception du pouvoir permet de s'attaquer à toutes les formes de domination. Contrairement aux idées avancées par les groupuscules anarchistes, la suppression de l'État ne signifie pas le dépassement de toute forme de domination, même s'il s'agit d'un préalable indispensable. La société post-révolutionnaire doit également transformer qualitativement les rapports sociaux.

Je précise que cet article critique de manière virulente les théories post-anarchistes mais aussi que ses idées peuvent être utilisées de manière stimulante. La critique des rapports de pouvoir qui perdurent dans le militantisme révolutionnaire traditionnel peut déboucher vers des réflexions sur de nouvelles pratiques de lutte. *Les premiers matériaux pour une Théorie de la Jeune-Fille*, esquissés par Tiqqun, permet de réactualiser la critique de la normalisation de la vie quotidienne par la diffusion d'une manière de penser et d'agir propres à la modernité marchande. En revanche, en dehors de quelques réflexions critiques pertinentes, **les post-anarchistes ne développent aucune perspective de transformation révolutionnaire de la société**.

L'IMPOSTURE POST-ANARCHISTE

Des chaires universitaires au mouvement autonome, qui exalte une radicalité pseudo révolutionnaire, la diffusion des théories postmodernes semble irrésistible. La *French Theory* compose un assemblage intellectuel qui s'impose comme la dernière subversion radicale à la mode. Gilles Deleuze, Félix Guattari, Jacques Derrida, et l'incontournable Michel Foucault garnissent le panthéon de la théorie critique adoubée par toutes les institutions académiques. La subversion textuelle, la théorie *queer*, les évolutions moléculaires, les TAZ, les rhizomes et autres flux enlisent les idées libertaires dans une bouillie imbuvable.

La théorie postmoderne permet à ses thuriféraires de cultiver une posture de rebelle à l'ombre des amphithéâtres. Judith Butler combine parfaitement sa critique *queer* avec une prestigieuse carrière universitaire. Le discours post moderne se réfugie dans l'étude littéraire pour tenter de modifier les représentations plutôt que la réalité matérielle. **Le post anarchisme apparaît comme un anarchisme néo-stalinien.** De l'anarchisme, ses théories conservent l'anti-marxisme qui consiste à privilégier l'idéologie et l'idéalisme sur l'observation empirique de la réalité matérielle. Du néo-stalinisme, les postmodernes empruntent la posture de l'avant-garde selon laquelle les intellectuels éclairent une plèbe ignare, notamment par rapport à l'oppression qu'elle subit.



Pourtant, les théories postmodernes jouissent d'un crédit assez exceptionnel auprès de certains milieux radicaux. L'influence de la logorrhée foucaldienne de *Tiqqun*, ou plus largement la référence incontournable à la *queer theory*, attestent du triomphe de ce courant intellectuel.

MICHEL FOUCAULT PAPE DU POST-ANARCHISME

Le théoricien du biopouvoir s'impose comme la figure tutélaire du post-anarchisme. Les théories de Michel Foucault s'institutionnalisent afin de limiter l'influence du marxisme. Malgré le détestable déterminisme historique des communistes dogmatiques, le marxisme critique s'appuie sur l'observation empirique des réalités matérielles. Désormais, la spéculation intellectuelle et les acrobaties conceptuelles priment sur l'étude des structures économiques et sociales. Les concepts de Michel Foucault se répandent d'autant plus facilement que leur opacité exerce un effet d'autorité dans les milieux académiques. Dans les milieux radicaux, les concepts nébuleux permettent une réappropriation facile. Si personne ne comprend des concepts, alors chacun peut les comprendre comme il l'entend.

Ensuite, l'image de l'intellectuel militant au regard lucide et critique sur son époque relève du mythe. Ses engagements successifs reflètent davantage l'opportunisme plutôt que la cohérence intellectuelle. Michel Foucault devient, dans les années 1968, une des cautions intellectuelles des délires maoïstes qui fossilisent le communisme le plus orthodoxe. Ensuite, le philosophe défend les droits de l'Homme avant de devenir l'idiot utile de la contre-révolution islamiste en Iran.

LA RÉACTION POST-MODERNE

Le discours des *cultural studies* et de la *queer theory* ne se cantonne pas aux sermons des stars de campus américains mais altèrent les mouvements de contestation sociale. Avec le bavardage postmoderne, les micro récits remplacent le projet révolutionnaire d'une émancipation universelle. Les luttes de genres priment sur la lutte des classes.

La dénonciation de l'universalisme abstrait prime sur la critique de la marchandise concrète. Les projets de libération universelle sont réduits à la domination du «mâle, européen, blanc, hétéro normé». En revanche, si des coupables sont désignés aucune perspective libératrice ne se dessine.

La théorie *queer* s'attache à un post-féminisme radical chic qui occulte la question sociale et la précarisation des femmes. Le combat contre le patriarcat est remplacé par celui contre l'hétéronormalité à travers une valorisation de la culture télévisuelle. « *Les post féministes ne se battent pas pour le droit des femmes et des hommes à disposer librement de leur corps, ni pour une sexualité inspirée par l'amour, le désir et les fantasmes, mais pour imposer, autoritairement, une nouvelle normalité sexuelle* » observe Jordi Vidal.

A LA MODE *QUEER*

La théorie *queer* applique les principes postmodernes à l'étude de l'homo-

sexualité et à «l'identité de genre». Judith Butler estime que «*nous sommes constitués par des normes et des conventions qui nous précèdent et nous dépassent*». Elle insiste sur les possibilités de «*développer une puissance d'agir, de devenir des genres différents*». La *queer theory*, avec son jargon et ses effets stylistiques, dénonce les normes et les conventions pour obtenir des postes dans l'université.

L'obsession du genre et le primat des questions culturelles permet d'occulter les enjeux politiques liés à la lutte des classes. La notion de genre dénonce l'idée de nature humaine pour souligner la construction, à travers les rapports de pouvoir, des identités. Le genre s'oppose à la notion de sexe qui naturalise l'identité et s'inspire des idées foucaldiennes. Mais la *queer theory* n'envisage aucune perspective d'émancipation universelle et se contente d'observer les dispositifs de pouvoir sans apporter de réponse concrète aux questions soulevées. Judith Butler nie l'efficacité de toute action politique puisque, selon elle, toute libération génère d'autres formes de contraintes. Ses analyses qui se veulent radicales débouchent vers le créneau universitaire du «*nihilisme de la chaire*».

AUCUNE PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE

La subversion du pouvoir et des normes proposée par Judith Butler se contente de réunir la panoplie du parfait subversif avec la parodie, le détournement verbal , le déguisement du dragqueen, la valorisation de pratiques sexuelles «troublées», etc. Le philosophe Richard Rorty ironise sur le «*textualisme radical*» de Butler. La théorie post féministe survalorise le langage par rapport à la réalité. Ses réflexions universitaires n'émergent même pas des recherches en sciences sociales mais des départements d'études littéraires. Judith Butler ne s'intéresse pas à des problèmes empiriques mais tente de repenser la théorie littéraire féministe. La théorie précède la formulation d'un problème réel.

La théorie queer ne propose aucune solution politique et demeure pessimiste par rapport à l'action collective. Selon Martha Nussbaum, Butler « *suggère que les structures institutionnelles qui sont la cause de la marginalité des gays et des lesbiennes dans notre société, et de l'inégalité persistante des femmes, ne seront jamais changées profondément et que, de ce fait, notre plus grand espoir consiste à leur faire un pied de nez et à trouver, en leur sein, des poches de liberté individuelle* ».

Avec la théorie queer, la subversion politique demeure enfermée dans les campus universitaires. L'action collective et la transformation radicale de la réalité sociale ne sont jamais envisagées. Il s'agit de s'accommoder de l'ordre social existant en tentant de le subvertir à la marge. Ce type de stratégie rejoint les aspirations de la mouvance des squats qui se contentent d'afficher un mode de vie marginal sans tenter de faire vaciller la société marchande.

La résignation face aux pouvoirs

Le post-anarchisme accompagne le néolibéralisme avec la dissolution du projet universel dans les revendications identitaires particulières. La conception post-anarchiste du pouvoir comprend certaines limites. Pour les postmodernes, le pouvoir repose sur les relations sociales et ne peut pas être détruit. Michel Foucault amalgame le pouvoir comme domination avec la notion de pouvoir comme capacité d'agir. Ainsi, l'oppression liée au pouvoir institutionnel semble niée. Les anarchistes révolutionnaires, qui luttent pour l'abolition de l'État, ne nient pas l'influence que les individus exercent les uns sur les autres mais affirment également la nécessité d'une confrontation avec les institutions. Les théoriciens postmodernes évoquent un sujet assujetti, déterminé par «une passion primaire de la dépendance» selon Judith Butler. Ses théories s'opposent donc à l'anarchie qui suppose un volontarisme révolutionnaire.

La théorie post-anarchiste permet cependant de critiquer les rapports de pouvoir dans la vie quotidienne. Toutefois, la domination et les rapports de pouvoir sont présentés comme inéluctables. Les postmodernes insistent sur l'aliénation qui condamne les individus à la domination. L'idéologie post-anarchiste relègue la perspective d'une rupture révolutionnaire derrière les réseaux de micro résistances.

REPENSER L'ANARCHISME RÉVOLUTIONNAIRE

Dans un livre qui cuisine les théories postmodernes à la sauce NPA, Razmig Keucheyan souligne que ce courant est lié à un cycle de reflux des luttes révolutionnaires. Pessimisme et défaitisme alimentent ainsi ses théories de la résignation et de l'accommodement avec l'ordre marchand. Dans un contexte d'incertitudes et de doute, le projet révolutionnaire en ressort largement ébréché. Le projet d'un changement global de société est désormais assimilé au totalitarisme. Mais cette période apparaît également comme un cycle d'expérimentation, de résistances et de créations.

Mais Daniel Colson, théoricien anarchiste, s'inspire directement des idées postmodernes pour penser l'émancipation. Il reprend la formule de Gilles Deleuze et Félix Guattari de l'anarchie comme cette «étrange unité qui ne se dit que du multiple». L'apport des idées postmodernes réside sans doute dans la réflexion sur la pluralité des formes d'oppression, et donc des stratégies d'émancipation. La société marchande et étatique, le système capitaliste, demeurent traversés par de multiples rapports de pouvoirs qui s'imposent au niveau global comme à l'échelle de la vie quotidienne. Ensuite, le post anarchisme s'appuie sur les minorités qui peuvent également porter un projet universel puisque, selon Gilles Deleuze, chacun est minoritaire.

Néanmoins, il est indispensable de conserver une relative distance par rapport aux effets de modes et aux théories fumeuses. L'émancipation des minorités, la pluralité des oppressions et la multitude des luttes ne doivent pas être occultées. Mais il semble indispensable d'articuler l'affirmation des subjectivités radicales avec la création d'une nouvelle communauté humaine égalitaire et libertaire. Le nouveau projet révolutionnaire peut se construire par la multiplication et l'articulation des luttes qui visent à transformer le monde et à changer la vie ici et maintenant.

La critique théorique du post-anarchisme détermine également des pratiques de lutte et ne se cantonne pas au débat strictement intellectuel. Ses théories *queer* semblent réellement influentes, notamment dans le mouvement autonome. Des livres publiés par les éditions Amsterdam, La Fabrique ou Zones (propriété de La Découverte, donc de Lagardère), des revues comme *Vacarmes*, *Multitudes*, *RILI*, voire certains articles sur Indymedia Grenoble: ses théories sont loin d'être minoritaires et inoffensives. Mais, surtout, ses idées peuvent influencer de nouvelles pratiques politiques.

Les post-anarchistes valorisent logiquement des stratégies alternativistes. L'anarchisme s'apparente alors à un mode de vie, souvent autour d'un squat, avec une influence culturelle sur la société. Des pratiques marginales (squats, auto réductions, zones de gratuité et autres zones d'autonomie temporaires) doivent se diffuser progressivement à l'ensemble de la société. Cette stratégie me semble réellement efficace si ses expérimentations, sympathiques mais marginales, s'accompagnent d'un projet révolutionnaire. Seules les luttes sociales peuvent permettre de changer la réalité matérielle et, à travers leur multiplication et leurs convergences, une véritable rupture révolutionnaire. Les différentes minorités peuvent se libérer en balayant l'ordre capitaliste pour créer une nouvelle société commune sans exploitation ni domination. Pour cela les minorités et tous les opprimés doivent se fédérer de manière autonome plutôt que de cultiver leur petite spécificité. □

Sylvain, dans Etrange normalité n° 0
site : etrangenormalite.overblog.com

L'Etat, un outil possible contre le capitalisme ?

L'INTITULÉ MÊME DE CET ARTICLE POURRAIT SURPRENDRE, DANS UN JOURNAL COMME COURANT ALTERNATIF, LA QUESTION DE SAVOIR SI L'ETAT PEUT ÊTRE UN INSTRUMENT DE CHANGEMENT SOCIAL ÉTANT LE PLUS SOUVENT TRANCHÉE – PAR UNE RÉPONSE NÉGATIVE – DANS LES MILIEUX LIBERTAIRES. CEPENDANT, À L'APPROCHE DE LA PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE DE 2012, ET ALORS QUE LE CHANT DES SIRÈNES ÉMANANT DE LA «GAUCHE» ET L'EXTRÊME GAUCHE VA BIENTÔT NOUS ASSOURDIR AFIN DE NOUS CONVAINCRE QU'EN VOTANT POUR LEURS CANDIDATS NOUS POURRONS FAIRE DE L'APPAREIL D'ETAT UNE ARME SOIT DE DÉFENSE SOIT D'ATTAQUE CONTRE LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE DOMINANT, IL N'EST PEUT-ÊTRE PAS MAL DE RAPPELER BRIÈVEMENT CERTAINES RÉALITÉS LE CONCERNANT.



— D'ailleurs, beaucoup trouveraient comme moi que la Société n'est pas si mal faite.

GARANT DE L'ORDRE SOCIAL, L'ETAT EST AUSSI UN AGENT ÉCONOMIQUE ACTIF

Dans un monde tel que l'organisent les tenants du capitalisme, et dans le cadre de la lutte des classes, les Etats ont à charge de défendre les intérêts des possédants. Ils ont donc pour tâches à la fois de maintenir l'ordre sur leurs territoires respectifs et de veiller au bon fonctionnement des règles imposées par le système d'exploitation. D'une part, ils exercent une fonction coercitive (par le biais de la police et de l'armée, «forces de l'ordre») et de contrôle social en général (par le biais de l'école, la justice…), en s'appuyant sur les structures patriarcales qui confortent la propriété privée à travers le mariage et la famille. D'autre part, même si leur intervention sur le terrain économique varie en intensité selon les périodes, ils y jouent un rôle important à des niveaux divers.

Les institutions étatiques se sont ainsi particulièrement engagées sur ce terrain en Occident après la « grande dépression » de 1929 comme après les deux guerres mondiales. Il s'agissait en effet non seulement de relancer l'économie des pays qu'elles administraient mais aussi de redonner du travail pour empêcher la contestation de déboucher sur un processus révolutionnaire. L'Etat-providence de Keynes, le New Deal de Roosevelt s'expliquent par cette préoccupation d'ordre économique et social.

Mais le patronat fait également appel aux pouvoirs publics pour développer des secteurs économiques à l'échelon national. Par exemple, après la Seconde Guerre mondiale en France, l'industrie nucléaire a été impulsée – avec comme argument la défense de la souveraineté nationale – par des investissements de l'Etat auxquels le privé n'aurait pas consenti, ou en tout cas qu'il répugnait à engager, du fait de leur lourdeur.

De même, dans le domaine de la santé, le privé prolifère et s'enrichit toujours plus sur le dos du public en s'incrustant dans les locaux des établissements hospitaliers et en profitant des matériels coûteux acquis par eux.

C'EST L'ETAT QUI FAIT LE «SALE BOULOT» POUR ACCENTUER LES MESURES «NÉOLIBÉRALES»

A d'autres moments, cependant, les capitalistes privilégient un désengagement des Etats pour s'assurer un meilleur profit. De là les privatisations à outrance que l'on observe depuis plusieurs décennies au Royaume-Uni ou en France.

Cette politique a été désignée et dénoncée, dans les années 90, par les dirigeants de « gauche » et nombre de médias comme du «néolibéralisme» ou du «libéralisme sauvage». La classe politique, toutes tendances confondues, usait en effet à l'époque du terme «libéralisme» pour enterrer sur la place publique celui de «capitalisme». Elle visait à convaincre, le bloc de l'Est s'étant effondré, que l'on tenait avec ce «libéralisme» le stade ultime de l'Histoire, après la faillite du «communisme» – cela afin de chasser des têtes l'idée même de révolution. Le terme de «capitalisme», que seul un dernier carré de militant-e-s, à l'extrême gauche et chez les libertaires, continuait d'utiliser, n'en a pas moins resurgi avec force ces dernières années.

Mais, malgré un discours idéologique bruyamment asséné au niveau du « village planétaire » par tous les canaux de propagande capitaliste, l'objectif des dirigeants a fait flop : alors que s'accentuent partout la précarité et le chômage, le capitalisme convainc de moins en moins qu'il est le meilleur des mondes possibles via sa société de consommation. De plus, en Occident surtout, tant la vision idyllique d'un Etat neutre, garant dans une «démocratie» du droit et des intérêts de ses administré-e-s, que sa version social-démocrate – un Etat possiblement «de gauche» qui défendrait les intérêts desdits administré-e-s, et serait un rempart contre un système économique déconnecté de lui – s'en trouvent mises à mal. Car c'est l'Etat lui-même qui, quelle que soit sa couleur politique, s'emploie de nos jours dans nombre de pays riches à se «désengager» en privatisant des secteurs qu'il gérait, et surtout à mettre leurs salarié-e-s à la merci du patronat. En France, les multiples abandons de «services publics» (France Télécom, EDF, les Postes et télécommunications…) s'accompagnent d'une forte charge contre le code du travail – et l'Etat continue donc par cette politique aussi à servir le patronat.

LE «DÉMANTÈLEMENT DE L'ETAT SOCIAL» NE SIGNIFIE PAS SON DÉSINVESTISSEMENT SUR LE TERRAIN ÉCONOMIQUE

En dépit de ce qui est affirmé dans les sphères de gauche politiques et syndicales, l'Etat ne s'affaiblit pas même s'il «réduit» son pouvoir à ses fonctions répressives : aujourd'hui comme hier, il demeure un appareil de domination au service des capitalistes et un agent loin d'être neutre en économie.

Ainsi, les commis voyageurs du gouvernement français s'emploient plus que jamais à obtenir des marchés sur tous les continents pour l'industrie nationale (en particulier les technologies de pointe et l'armement) ; les représentants de la France à Bruxelles imposent les prix des denrées agricoles au sein de la Communauté européenne, comme ceux qui siègent dans les autres instances internationales s'ingénient à geler toujours au plus bas celui des matières premières. Bref, l'Etat français poursuit son intervention dans tous les secteurs économiques nationaux, et à peser avec les autres Etats riches sur les institutions et les économies des pays pauvres afin de mieux les piller.

Cette intense activité pour servir le système d'exploitation et de domination mondial s'accompagne de ce que l'on nous présente couramment comme le «désinvestissement» de l'Etat par rapport à sa mission de «service public» – un retrait qui lui ferait perdre son caractère «social». En fait, et d'une part, l'histoire des services publics montre qu'ils correspondent avant tout à des logiques politiques et économiques : centralisation du pouvoir, structuration des réseaux marchands ; d'autre part, les attaques portées par l'Etat à certaines institutions concourant à la reproduction sociale ont pour visée de renforcer le « libéralisme » en maximisant l'impact de son discours idéologique.

L'école en est une parfaite illustration *(lire le hors-série de* Courant alternatif *n°16, février 2011)* : par les réformes successives qui lui sont appliquées, il s'agit d'ancrer dans les têtes certaines «valeurs» – idéologie du mérite, esprit de compétition, recherche du seul profit… – en affirmant le caractère positif et fondamental de la concurrence, du rendement et du profit, donc la réalité et la nécessité de l'inégalité, afin de parvenir à une société dans laquelle, enfin, «l'homme est un loup pour l'homme».

Le système éducatif s'est révélé fondamental, après la Révolution française, pour construire la «nation» : il a éliminé les parlers locaux des territoires composant l'«hexagone» au profit d'une langue unique, celle du pouvoir bien sûr ; il a établi l'enseignement obligatoire pour toutes et tous sur le principe de l'égalité ; il a renforcé les institutions républicaines, notamment par l'affirmation de la laïcité et par l'enseignement civique… Mais, à présent, l'Education nationale telle qu'elle existe est jugée trop archaïque par les dirigeants : par son affirmation même d'une égalité pourtant largement inexistante, étant donné l'absence de mobilité sociale, elle se trouve dans l'incapacité de défendre assez bien, à leurs yeux, l'esprit nouveau qui doit animer cette nation – et ce, en dépit des restrictions incessantes faites aux matières «non rentables» (telles la littérature, la philosophie ou la sociologie), comme de toutes les mesures prises pour «moderniser» l'Université en y accroissant la compétitivité entre les établissements et entre les étudiant-e-s.

S'ajoute à cette déficience rédhibitoire de l'Education nationale la composition même de la «fonction publique» en général : cette dernière demeure non seulement le bastion de la «gauche» et des syndicats, mais encore, et surtout, le secteur où subsiste en nombre un salariat «garanti» (le terreau le plus favorable à l'essor de cette «gauche» et de ces syndicats). C'est pourquoi les milieux enseignants sont doublement dans le collimateur du pouvoir actuel : non seulement la petite «intelligentsia de gauche» qu'ils forment défend le «dinosaure» et les valeurs «démocratiques» (surtout à travers le combat sur la laïcité), mais encore leur statut «privilégié» dans le salariat doit disparaître.

Les attaques récemment subies par la fonction publique traduisent donc avant tout l'offensive contre ce salariat, que les capitalistes cherchent à éliminer afin d'accentuer la précarité générale en revenant à « avant » – avant les « acquis sociaux » arrachés par les mobilisations du prolétariat, comme celles de 1936 ou de 1968.

Le mouvement sur les retraites de l'automne dernier a pas mal été le fait de salarié-e-s directement concernés par la réforme, puisque ayant souvent connu une carrière en contrat à durée indéterminée (CDI) et demeurant en situation de pouvoir bénéficier d'une retraite. A travers lui, ces salarié-e-s ont manifesté leur refus de devoir travailler plus longtemps en laissant les patrons s'asseoir sur les dispositions légales. Mais beaucoup d'autres personnes y ont participé, on le sait, essentiellement pour manifester un ras-le-bol plus large car elles ne rentrent de toute façon plus dans le cadre de ces dispositions légales – de par leur « parcours professionnel » en forme de gruyère, leurs difficultés à démarrer ce parcours et la raréfaction des CDI. Pour finir, les grands absents de ce mouvement ont été les habitant-e-s des banlieues populaires et les étudiants, les uns comme les autres se sentant sans doute pas ou plus concernés par le régime des retraites en place et ayant donc jeté l'éponge.

L'ETAT DÉVELOPPE SES FONCTIONS RÉPRESSIVES QU'IL SOIT DE DROITE OU DE GAUCHE

Si le «peuple de gauche» a largement participé aux manifestations des dernières années contre ledit «démantèlement du service public», les multiples assauts qu'ont subis les protections légales et conventionnelles sont loin d'avoir été menés par les seuls leaders de droite. De même, la politique sécuritaire, qui est promise à un grand avenir si rien ne vient la contrer, fait l'objet d'un large consensus entre la droite et la «gauche» malgré l'écran de fumée que met souvent cette dernière devant ses projets en la matière.



Tandis que les grandes centrales supposées défendre les intérêts de la base qu'elles «représentent» cherchent avant tout à se placer auprès des pouvoirs publics pour se garantir un lendemain au niveau européen, le Parti socialiste multiplie les déclarations démagogiques et les promesses qu'il ne tiendra pas – on l'a encore remarqué avec son engagement à «revenir aux 60 ans» comme âge de départ à la retraite qui, ne s'accompagnant pas d'un retour aux 37 ans et demi de cotisations, interdit ce départ à la plupart des salarié-e-s. Quant à sa politique en matière de contrôle social, elle ne se différencie guère du tout-sécuritaire de la droite musclée que par sa plus grande discrétion : question de forme plus que de fond.

La «gauche» a par ailleurs été la grande instigatrice de l'arnaque consistant à dire avec la «droite modérée», il y a quelques années, qu'il fallait rechercher l'alliance d'un «capitalisme à visage humain» prétendument devenu incontournable avec un Etat devant redevenir «providentiel». Si tel n'est pas l'objectif pour une partie de ses militant-e-s, pa-

reil discours dans la bouche des dirigeants «socialistes» n'a d'autre visée que le maintien des structures de domination et de régulation existant. Il en va de même pour le «service public» de naguère (avant l'accession de la méchante droite au gouvernement), que le PS essaie de nous vendre comme la panacée alors qu'il était juste « un peu moins pire » que l'actuel – et sans doute, si on laisse aller le courant, le futur –, concernant tant les conditions de travail pour son personnel que les prestations servies à la population en général. Les syndicats ne sortent de leur côté, et bien évidemment, pas de la défense des «acquis sociaux» alors que le problème de fond est précisément le cantonnement des mouvements sociaux à la défense de ces «acquis», depuis plus de quarante ans. Fondamentalement, les leaders politiques et syndicaux de gauche veulent nous persuader que, face à la complexité du monde moderne, seules des structures institutionnelles nationales ou supranationales peuvent désormais protéger les individus et assurer leur «bonheur».

Toute cette propagande est à mettre en parallèle avec l'affirmation, servie depuis les années 60, selon laquelle les multinationales régneraient sur la Terre au détriment et contre l'accord des Etats «démocratiques» – ceux-ci se trouvant, malgré leur profond désir de satisfaire leur bon peuple, dans l'incapacité de résister à la pression. Cependant, cette maigre tentative de redorer le blason des appareils institutionnels semble heureusement prendre de moins en moins, à mesure que la visibilité croissante des interactions, connexions et accointances entre les représentants des Etats et ceux des multinationales, qui composent la technocratie, fait perdre de sa crédibilité à cette image.

Dans le mouvement sur les retraites en France, où on a vu réaffirmer la « lutte des classes » et reparaître des mots d'ordre oubliés tels que la «grève générale» ou la «grève reconductible», il s'est bien agi de faire reculer l'Etat, perçu comme fonctionnant aux côtés et au service du patronat ; et l'alternative proposée par la «gauche» n'a pas gagné en crédibilité. Le risque demeure toutefois que ne s'aggrave – avec ce constat et avec l'arrêt de la mobilisation –, le repli sur l'espace individuel ou familial pour les personnes ayant jusque-là gardé l'espoir d'un changement radical par les urnes, si aucune flamme ne leur semble plus apparaître à l'horizon.

Quoi qu'il en soit, on l'aura compris, l'Etat ne peut donc être ni un bouclier ni une épée à utiliser contre le capitalisme.

VANINA

Les services publics n'ont pas été créés pour « rendre des services » à l'ensemble de la population mais pour accompagner le développement capitaliste, introduire de nouveaux besoins et fabriquer une nation, un « peuple français » qui ne se sait pas tel. Aucune lutte populaire ou revendicative n'en a jamais revendiqué la naissance ou la mise en place.

On sait ce qu'il en est de ***l'école***, un instrument destiné à produite la main d'œuvre adaptée dont les capitalistes ont besoin, à souder une nation qui n'existe guère en contribuant à la paix sociale (voir *CA* HS Ecole)

Avant d'être le service public que l'ont connaît ***l'administration postale*** fut une institution exclusivement au service et pour la construction de l'Etat moderne. Les relais de poste n'étaient qu'un instrument de contrôle et de communication interne pour « la commodité des affaires du Roi » c'est-à-dire de l'Etat. Après la révolution française le monopole est réaffirmé en 1801, le télégraphe est quant à lui, totalement contrôlé par le ministère de l'intérieur.

Au milieu du XIXe siècle la quasi totalité du courrier public ce sont les journaux distribués aux abonnés. Le courrier individuel est très peu nombreux et utilisé seulement, bien sûr, par la faible partie de la population qui sait lire et écrire. La fonction est donc essentiellement administrative et réservée à la bourgeoisie, pour le reste.

La Grande guerre va changer la donne. En 1914 le nombre d'illettrés et d'analphabètes a considérablement baissé, mais l'habitude de correspondre par écrit n'est pas encore ancrée dans la très grande majorité de la population. Le courrier va devenir un moyen de communication massivement utilisé lorsque les poilus seront installés sur le Front. Avoir des nouvelles et en recevoir était une condition *sine qua non* de l'acceptation de la boucherie et d'évitement des mutineries. Lorsqu'on monte à l'assaut c'est plus facile avec en poche une lettre d'amour et une rasade de gnôle dans l'estomac. Là encore la Poste est un agent direct de la politique des Etats. Le bureau central militaire de Paris traite 4 millions de lettres et plus de 200 000 colis chaque jour (à la fin du siècle précédent seulement 400 millions de courrier acheminé… par an). Par ailleurs, le courrier et ce n'est pas le moindre de ces mérite est lu, censuré et devient un formidable outil de contrôle et de connaissance de l'état d'esprit de la chair à canon. Mais le pli est pris, et on continuera d'écrire, le courrier et le facteur deviendra un élément symbolique de la vie sociale indispensable à tous.

Les ***chemins de fer*** ont obéi à la même logique. Il s'agissait de construire une toile centralisée sur Paris pour acheminer les marchandises qui correspondaient aux besoins de l'économie dans le cadre du formidable essor du capitalisme depuis le milieu du XIXe siècle. A la Belle époque les seuls «individus» qui l'utilisent sont les bourgeois qui vont en villégiature dans les nouvelles stations balnéaires des côtes française qui leur sont offertes. C'est au moment du front populaire et des congés payés, que le chemin de fer deviendra un moyen de masse pour se déplacer prenant ainsi l'allure d'un «service public». Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les trains sont gérés par le privé.

COURRIER

BOLIVIE… BAS LES MASQUES…

18 février - Cochabamba. Grève totale des transports.
Je vais chez Liber à pied. […] Avec Gustavo Soto (spécialisé dans les droits des peuples indiens) qui revient du sommet de Dakar, ils me dressent un tableau sans complaisance de la Bolivie. Evo Morales ? Un pitre populiste qui a trahi les espoirs du peuple. La corruption continue comme jamais. Les multinationales sont bien en place. Ils me donnent même des exemples qui prouvent la colonisation économique de l'Amérique du Sud par les capitalismes brésiliens et chinois ! Evo Morales défend la production de la coca mais ses arguments sont démagogiques : une partie infime sert aux Indiens qui mâchent les feuilles (coupe-faim, lutte contre le mal d'altitude… et d'autres vertus). La majeure partie est transformée en cocaïne et part vers le Brésil. […]
Je leur dis avoir été frappé par l'éventail encore plus large qu'ailleurs entre nantis et miséreux à Cochabamba, ces gens arrogants au volant de voitures de sport (complètement inutiles hors de la ville vu l'état des routes), ces femmes indiennes qui mendient dans la rue… Ils me répondent que les trafiquants sont ici à Cochabamba.
Evo Morales a perdu sa base. En parlant avec des gens du peuple, on peut mesurer le mécontentement. Grève des transports, réponse du public par des blocages de routes que j'ai pu vivre à l'arrivée a Potosi, public opposé à l'augmentation des prix.
[…]
A Sucre, ancienne capitale, à la sortie du magnifique Musée du Textile, je suis abordé par un type en costume impeccable qui me présente une carte de policier. Je l'engueule aussitôt et lui dis que je connais l'arnaque. Il file sans demander son reste en marmonnant genre : «si tu ne veux pas croire que je suis policier, tant pis, je m'en vais…». Les faux policiers de Sucre sont décrits dans mon guide "Lonely Planet" qui date de… 6 ans. Encore une corruption qui perdure !
[…]
Dernière lecture : "La voie du jaguar " de Georges Lapierre qui concerne l'insurrection de Oaxaca au Mexique de juin a novembre 2006. J'y suis passé quelques mois plus tard et j'ai pu assister à la première manifestation après la féroce répression. Voici un extrait qui concerne directement le pouvoir et nous avons beaucoup à apprendre des Communautés indiennes …
«La signification du pouvoir dans une communauté indigène est très différente de ce qu'il représente pour le monde métis rural et urbain. Dans nos communautés le pouvoir est un service, c'est l'exécution des arrêts d'une assemblée…, d'une collectivité. Ailleurs, c'est l'application de décisions propres à une autorité qui a été élue à travers des mécanismes électoraux peu contrôlés par la société. Une autorité dans une communauté est pratiquement au service de tous, un employé qui n'est pas rémunéré et à qui on ne permet pas d'innover. Le pouvoir politique dans les sociétés métisses, qu'elles soient rurales ou urbaines, signifie tout le contraire, c'est la possibilité d'exécuter ses propres idées, de satisfaire ses intérêts personnels (ou partisans), la consultation n'existe pas »

A partir de ce constat TOUS les pays du monde méritent leur Révolution assortie d'une réflexion sur le pouvoir.

Ghislain. CORDOBA 28 février 2011.

Fukushima partout ! Arrêt immédiat sans condition et définitif du nucléaire !

Catastrophes nucléaires : ça n'arrive qu'aux autres... jusqu'à quand ?

Une nouvelle fois, le nucléaire a confirmé tragiquement qu'il était une industrie de la catastrophe et de la mort. Cette catastrophe, toujours en cours dans la centrale japonaise de Fukushima à l'heure où nous écrivons, vient rappeler de quoi est faite la logique productiviste sous-tendue par les choix économiques ayant présidés au développement de cette filière. Depuis des années, nous ne cessons de le répéter : par sa dangerosité évidente et la centralisation qu'il nécessite, par la culture du secret et de la sûreté qu'il fabrique, commercialise, banalise et généralise, par les modes de subordination qu'il implique, le nucléaire, loin d'être un simple choix technologique pour produire de l'électricité. Elle est partie intégrante des dispositifs de contrôle global des populations de la planète en même temps qu'un juteux secteur pour certaines des plus grandes multinationales, généralement très proches des appareils d'État, particulièrement en France.

Après qu'un séisme et un tsunami aient secoué le Japon le vendredi 11 mars, la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi a connu des défaillances sur ses circuits de refroidissement. Les tranches numéros 1, 2 et 3 de cette centrale, qui se sont mis en arrêt lors du séisme, ont connu de graves accidents au niveau des bâtiments réacteur. En effet l'absence de refroidissement du combustible a provoqué la fusion partielle du cœur, entraînant la formation de vapeur d'eau et de bulles d'hydrogène, qui ont alors provoqué des explosions. Par la suite, l'eau de la piscine des combustibles usés du réacteur n°4, qui n'est plus refroidie, se réchauffe fortement et entraîne une explosion de vapeur qui fera un trou énorme dans le bâtiment. L'apport régulier d'eau, pour refroidir coûte que coûte les cœurs des trois premiers réacteurs, produit de la vapeur qui s'échappe dans l'atmosphère emportant avec elle des radio-éléments et contamine les environs. La situation est « stationnaire » au moment où nous écrivons mais les problèmes sont loin d'être finis. Enfin signalons que l'accident a été classé au niveau 5 par les autorités japonaises, mais l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) en France par exemple le classait au bout de quelques jours déjà au niveau 6.

Les dégâts sont déjà importants

Certes, ce n'est pas encore du niveau de Tchernobyl, mais cette catastrophe - car c'en est bien une ! - montre bien les dangers énormes que l'industrie nucléaire fait peser sur nos têtes. D'ores et déjà la région autour de la centrale est contaminée par des radio-éléments pour de nombreuses années, et des spécialistes de l'industrie nucléaire prédisent une augmentation du nombre de cancers dans le coin pour les années à venir. Dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres les doses sont importantes, et les riverains sont soit évacués -ceux qui habitent à moins de 20 km-, soit plus ou moins confinés chez eux, avec distribution d'iode (complètement inutile face aux dizaines de radio-éléments autres que l'iode, tels le césium par exemple). Certains habitants ont reçu directement des retombées radioactives, et même ceux qui n'ont pas été contaminés, ou très peu, ne retourneront pas chez eux avant longtemps ! En outre, les travailleurs de la centrale sont littéralement sacrifiés pour éviter à tout prix l'accident majeur, prenant des doses de radiation qui leur ruinent définitivement la santé. Et plus grave encore sur le long terme : les réacteurs sont refroidis avec de l'eau pompée directement dans la mer, et rejetée de suite dans celle-ci, emportant plein de radio-éléments avec elle qui finiront dans le ventre des poissons...

Et en France, rien de nouveau

Sans surprise nos nucléocrates ont commencé par minimiser la situation, notamment par rapport au risque de séisme. Mais en France de nombreux réacteurs sont construits en zone sismique (Fessenheim par exemple) et pourraient donc très bien connaître une panne de circuit de refroidissement après un tremblement de terre. Une situation semblable est tout à fait possible dans notre pays. De plus, les réacteurs japonais sont assez similaires aux nôtres donc la propagande de l'époque Tchernobyl sur la « technologie soviétique » ne peut pas marcher. En outre, ce genre d'accidents peut aussi bien arriver quand la terre ne tremble pas, suite à d'autres raisons. Ainsi, à Three Miles Island (USA) en 1979, comme à Forsmarck (Suède) en 2006, le système de refroidissement à l'arrêt - encore lui ! - n'a pas non plus fonctionné. En Suède par exemple il s'agissait d'un incendie sur un transformateur qui a de ce fait cessé d'alimenter en électricité les pompes du circuit de refroidissement. Il en a résulté dans les deux cas une augmentation dangereuse de la température du cœur, ce qui à Three Miles Island a généré une bulle d'hydrogène, comme à Fukushima, mais qui n'a heureusement pas explosé. A Forsmark les générateurs diesels de secours ont été remis en marche à temps, à 7 minutes de la catastrophe...

Après Tchernobyl, les nucléocrates avaient insisté particulièrement sur les enceintes de confinement, absentes sur les centrales soviétiques, et qui auraient pu soi-disant empêcher la catastrophe. L'accident de fukushima ébranle sérieusement ce mythe. D'abord parce que l'étanchéité de ces enceintes n'est jamais parfaite. Ensuite, si la température est trop élevée il y a de la vapeur - radioactive - qui se forme, et s'il y en a trop il faut bien la relâcher dans l'atmosphère ; c'est ce qu'ils ont fait au Japon d'ailleurs depuis le début. La grande quantité de vapeur relâchée -en ouvrant volontairement des soupapes- est un signe de la difficulté à refroidir les réacteurs, comme le niveau de radioactivité de cette vapeur indique la détérioration des assemblages dans le cœur... Enfin, sur le réacteur n°2 l'explosion a endommagé l'enceinte ; et ceci entraîne logiquement des « rejets non filtrés » c'est à dire qu'on ne peut pas contrôler le niveau de radioactivité de ce qu'on relâche puisque la vapeur s'échappe comme elle veut. Mais de toute façon, si par chance la vapeur restait quand même dans l'enceinte, les radio-éléments finiraient par se déposer et au prochain grand nettoyage il y a fort à parier qu'on les rejetterait directement dans les fleuves ou dans la mer !

Et il n'y a pas que les problèmes de refroidissement pour causer des accidents graves. Par exemple la cuve du réacteur n°1 de la centrale du Tricastin est gravement fissurée, et pourtant il a reçu l'autorisation de l'ASN de pouvoir fonctionner encore 10 ans de plus ! Jusqu'à l'explosion du cœur ? Enfin, il se trouve que l'industrie nucléaire, tout comme les nuages radioactifs, ne connaît pas les frontières. La coopération Franco-Japonaise se porte bien dans le domaine nucléaire. Les constructeurs de centrales japonais possèdent des parts dans l'usine d'enrichissement du Tricastin Georges Besse 2. De plus, le japonais Mitsubishi s'est allié récemment avec Areva pour construire un nouveau réacteur nommé Atméa, qui est pressenti pour être construit vers la centrale du Tricastin.

Il est plus que temps d'exiger un arrêt immédiat du nucléaire !

Une remobilisation nécessaire

Ces dernières années, la contestation antinucléaire a semblé marquer le pas dans l'hexagone. Ce reflux a été mis à profit par des groupes politiciens se réclamant de l'écologie (les Verts), pour promouvoir une orientation fixant sur une durée 20 ou 30 ans, la pérennité et l'existence du premier programme électronucléaire au monde la puissance produite par habitant.
Nous pensons qu'il est raisonnable de faire le pari d'une remobilisation antinucléaire, comme cela semble être le cas outre-Rhin où rassemblements et manifestations se multiplient dans tout le pays en exigeant l'arrêt immédiat, définitif et sans condition des centrales. Raisonnable parce que possible et bien sûr nécessaire.
Ces dernières années, le nucléaire civil a été remis en selle, particulièrement en France, et semble avoir de nouveau le vent en poupe chez l'ensemble des gestionnaires du capitalisme.
Des projets grandioses, dont la réalisation dépendra de la possibilité des investissements financiers colossaux et des garanties des Etats, ont été élaborés, comme l'EPR en construction à Flamanville puis prévu à Penly (réacteur civil français dit de troisième génération) ou ITER à Cadarache (projet international de réacteur à fusion nucléaire) ou bien encore le projet Astrid (réacteur de 4e génération) lancé par le CEA dont il est prévu de réaliser le prototype à Marcoule si les financements sont au rendez-vous.
Dans le domaine militaire, si l'on assiste plutôt au développement d'armes miniaturisées pouvant être utilisées contre des populations aux quatre coins du monde, dans le cadre de "guerres préventives" et "d'opérations de police mondiale", la possession de bombes classiques demeure l'un des objectifs des Etats et les stocks de matières nucléaires constituent de réels dangers. Ici, la prolifération nucléaire se fait par l'incorporation progressive d'éléments radioactifs dans des bombes classiques, depuis la bombe à neutrons, les bombes anti-personnels, diverses bombes dites « sales » pouvant répandre des matières radioactives…
Les défenseurs de l'atome prétextent et se félicitent de la crise et de la raréfaction à terme des énergies fossiles pour encourager la reprise du nucléaire, ici en France et au niveau mondial, la société d'État AREVA se voulant la championne dans la nucléarisation («Dans le monde, on assiste à une forte progression de la demande d'énergie nucléaire avec la perspective d'environ 250 nouvelles centrales d'ici 20 ans», rapport Roussely sur l'avenir de la filière nucléaire français, juin 2010).
La lutte contre les gaz à effet de serre est devenu leur alibi au motif que le réacteur nucléaire n'en dégage pas, oubliant au passage toutes les étapes de la construction et du fonctionnement des installations nucléaires, celles de l'extraction de l'uranium au Niger ou en Australie à son utilisation dans les réacteurs, et la pollution thermique par les rejets gazeux et aqueux.
La farce grotesque du nouvel écologisme d'Etat (Grenelle de l'Environnement), compatible avec le développement capitaliste et productiviste, a donc placé le nucléaire du côté des "énergies propres", ouvrant la voie à la restructuration d'une filière électronucléaire "française" autour d'AREVA (avec EDF et Alsthom) malgré les surcoûts en investissements demandés par une technologie qui se révèle aussi hasardeuse qu'elle est incontrôlable et dangereuse.

Nous ne partons pas de rien

La ***Charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire***, qui date de juin 2000 et qui fut élaborée par quelques collectifs antinucléaires hexagonaux dont Stop-Nogent, la Coordination limousine anti-déchets, le Collectif antinucléaire poitevin et des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, affirmait que face au risque de catastrophe « il ne peut y avoir qu'une seule orientation pour le mouvement antinucléaire : l'arrêt immédiat de toutes les centrales en fonctionnement, l'abandon définitif de tout projet nouveau basé sur l'électronucléaire, ainsi que de tous les sites militaires nucléarisés ». La Charte replaçait en outre le nucléaire dans son contexte social : « Outre la catastrophe, le nucléaire nous fait courir un autre risque : celui de vivre de plus en plus dans une société hypercentralisée où aucun changement ne sera possible, avec absence totale de contrôle de tout un chacun, mais le règne absolu de ceux qui " savent ", scientifiques et technocrates, avec le legs des déchets aux générations futures. En tant qu'élément moderne du totalitarisme, le recours au nucléaire doit être abandonné d'urgence. » Le regroupement Stop-Nucléaire était constitué.

« Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire ! »
Le 20 octobre 2001, lors d'une journée d'action à l'initiative du Réseau pour un avenir sans nucléaire dans 5 villes de France (Lille, Colmar, Lyon, Toulouse et Nantes) et qui réunit plus de 25 000 personnes, l'opposition aux Verts qui entendaient comme d'habitude profiter des rassemblements pour lancer leur campagne électorale pour Mamère, se manifesta sous les slogans et banderoles « Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire » qui regroupèrent partout des milliers d'opposants et une grande partie du cortège à Nantes et à Toulouse (cf. le compte rendu de cette journée dans http://www.ainfos.ca/01/nov/ainfos00363), au prix parfois de quelques frictions avec les bureaucrates.
Quelques années plus tard, en janvier 2004, suite à une manifestation antinucléaire à Paris, se constitua la Coordination contre la société nucléaire (CCSN) qui publia en janvier 2006 son bulletin numéro un. La CCSN « œuvre pour une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire » en s'opposant aux méthodes dites « réalistes » du Réseau-Lobby. Elle ne vise pas à acquérir une « pseudo-représentativité comme lobby en multipliant les signatures formelles, mais à défendre des idées et une critique que chacun puisse s'approprier par lui-même ». (Coordination contre la société nucléaire c/o cnt-ait, BP 46, 91103 Corbeil cedex
Plusieurs actions et interventions furent menées ensuite par cette coordination, comme en Normandie, dans la région rémoise, dans la Somme, les régions parisienne et lyonnaise. Son objectif : « Œuvrer à recréer un mouvement antinucléaire qui tente de peser sur la situation en ouvrant le débat et en avançant dans la compréhension des choses, en tentant de faire évoluer ces questions tout en s'opposant radicalement à la logique nucléariste. » Nous sommes là en pleine actualité !

L'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire ne relève pas pour nous de la surenchère mais du réalisme le plus scrupuleux. Elle implique bien sûr un processus de rupture avec les logiques capitalistes, productivistes et étatiques. Cette perspective peut sembler difficile et incertaine et sa réalisation ne dépend pas que de nous.
Le nucléaire est en lui-même une catastrophe. Les projets de la filière électronucléaire française (AREVA, Alsthom mais aussi Bouygues et Vinci et des centaines d'entreprises plus petites) sont de l'étendre aux « pays émergents » solvables et à l'ensemble de la planète en diversifiant leur offre pour des pays plus pauvres. De son côté, le CEA travaille déjà, grâce à la recherche "publique", sur des projets pour l'après 2020…
Les explosions et fuites radioactives dans la centrale de Fukushima ont provoqué en nous – et nous ne sommes pas les seuls – une immense colère que nous devons laisser exploser partout. Cette colère contre les nucléocrates doit pouvoir rencontrer d'autres colères et s'inscrire dans la durée. Elles doivent pouvoir d'additionner et se transformer en une énergie et en une volonté collective d'agir et de poser publiquement, et le plus fortement possible, la nécessaire rupture immédiate et sans condition avec cette saloperie de catastrophe permanente. Il s'agit de parvenir à ouvrir des espaces pour mettre tout cela en discussion avec la population, là où nous sommes, là où nous habitons (et non par un référendum organisé et manipulé par les pronucléaires), des espaces de mobilisations larges mais sur des bases claires (où, par exemple, on exige sans détour la fermeture immédiate et la reconversion rapide de cette filière de la mort), afin d'en faire des brèches qui, en s'élargissant, pourront briser l'espèce de consensus fataliste qui s'est installé en faveur du nucléaire au fil de ces dernières années.

Contre le consensus pronucléaire et l'écologie capitalo-compatible

Si les sociétés capitalistes n'ont jamais eu autant besoin d'énergie pour faire fonctionner leurs usines, leurs banques, leurs quartiers d'affaires, leurs centres commerciaux et galeries marchandes, leurs réseaux de transport (dont les TGV particulièrement gourmands) et de communication, leurs armées et leurs engins de mort, sur terre, sur mer et même dans l'espace, il faut garder à l'esprit que l'énergie électrique ne représente que 6 % de l'énergie primaire mondiale et que le nucléaire n'en est encore qu'une infime partie (représentant 16%). En France, l'électricité ne représente que 12% de l'énergie consommée. Même si notre remise en cause du capitalisme et du productivisme qui suppose la remise à plat de ce qu'il est utile et souhaitable de produire et ce qui ne l'est pas, amènera, et c'en est heureux, à une réduction globale de nos modes de consommation et besoins en énergie, le chantage au retour à la bougie ne tient pas une seconde.
En restant sur le terrain des alternatives sans remettre en cause la boulimie énergétique actuelle, par exemple en proposant de remplacer l'atome par l'éolien ou le solaire comme énergie renouvelable, les écologistes d'Etat jouent le rôle de tartufes et de co-administrateurs de nos vies irradiées, toujours à une place que l'Etat leur a assigné : les boy-scouts et les agents recruteurs – souvent même pas rémunérés ! – de la nouvelle croisade d'un capitalisme repeint en vert.

C'est ainsi que s'expliquent les tractations, les compromis, les promesses destinées à ne pas être tenues et les jeux de lobbying les plus divers, qui culminent en période électorale mais qui se sont aussi installés dans certaines sphères du Réseau anti-nucléaire. Pour le PS, en bon gestionnaire loyal du capitalisme, il veut faire oublier son lointain moratoire sur la construction des centrales nucléaires, et ses divers candidats ou porte-parole déclarent, moins de 48 heures après la catastrophe de Fukushima, qu'ils ne sont « pas favorables aujourd'hui à un abandon du nucléaire » et Aubry, pour dire quelque chose, demande un « audit des centrales », comme hier (lors des élections de 2007) les socialistes se contentaient de préconiser « une extinction des centrales anciennes et les plus dangereuses », comme ce que tout le monde est amené à faire quotidiennement pour n'importe quel outil ou machine usagée ou obsolète… Demande que Fillon s'est empressé d'exaucer en demandant immédiatement un contrôle des centrales. Comme on le voit, le consensus pronucléaire – qui en rappelle d'autres – fonctionne à fond et est ouvertement revendiqué : le risque du nucléaire est aussitôt interprété et traduit par des mesures sécuritaires et la propagande qui va avec.
Quant aux Verts-Europe Ecologie, ils se sont engagés depuis longtemps maintenant pour une « sortie sur 30 ans » et il est vrai que leur participation au gouvernement de gauche n'a en rien pesé sur le maintien et le devenir du programme nucléaire français (leur chef de file et ministre Voynet signant même les décrets d'application pour un centre d'enfouissement de déchets, à Bure). En juin 2004, les élus Verts en s'abstenant au conseil régional de Basse Normandie ont permis le vote pour la construction de l'EPR de Flamanville, c'est-à-dire qu'ils ont légitimé la relance du programme nucléaire autour de ce projet central (appelé de troisième génération) et à partir duquel s'est mise en place la restructuration de toute la filière autour d'AREVA.
À l'"autre gauche", si l'on a pu noter des évolutions chez certains (qui parlent soudainement d'"écosocialisme"), il y a encore fort à faire ! Il existe encore du côté du PC, dans certains secteurs de la CGT (notamment à EDF et au CEA) et jusque dans certains groupes d'extrême gauche comme Lutte Ouvrière, des militants qui croient encore à la neutralité des techniques et moyens de production, aux bienfaits du développement inconsidéré des "forces productives" et exigent un «nucléaire sécurisé et durable». Dans son communiqué du 13 mars 2011, le PC demande plus de sûreté et de contrôle car «l'acceptabilité sociale de la filière nucléaire nécessite que celle-ci reste plus que jamais dans le domaine public», tandis qu'Arlette Laguiller déclare le 14 mars : «ce n'est pas l'énergie nucléaire en elle-même qui est en cause ! Une société humaine consciente et responsable de ses actes pourrait développer cette forme d'énergie au fur et à mesure qu'elle la maîtrise». Autrement dit, selon eux, si le nucléaire reste sous le contrôle du «domaine public» (ce qui est le cas puisqu'au moins AREVA et EDF sont des sociétés à capitaux publics !) ou s'il est développé dans une société socialiste, ce ne serait pas du tout pareil !
L'enjeu d'aujourd'hui n'est pas de se battre sur le terrain des pronucléaires, de savoir s'il faut choisir entre prolonger quelques vieilles centrales ou en construire de nouvelles et de remettre à plus tard la possibilité de s'éloigner ou de réduire la part de cette industrie dans la production d'électricité comme nous le proposent certains pseudo ou ex-écologistes dits "de gouvernement". La ligne de démarcation passe entre l'arrêt immédiat, sans condition et définitif du nucléaire, en France et partout, et l'ensemble des lobbies et intérêts économiques des complexes militaro-industriels aidés de leurs divers supporters politiques.

Gestions des risques et stratégie d'acceptabilité

Aux effets en terme de désastres et destructions propres à toutes les formes d'industrialisation, l'industrie nucléaire ajoute la radioactivité artificielle dont la durée peut s'étendre sur des millénaires. Les nucléocrates le savent et c'est pourquoi, loin de nier comme autrefois tous les dangers liés au nucléaire, ils comptent maintenant les banaliser («le risque zéro, n'existe pas !», communication abondante sur les multiples petits incidents et les contrôles réguliers) et ainsi préparer les populations à apprendre l'art de survivre en milieu contaminé, entre les joies du confinement et celles de la banalisation de l'état d'urgence et le quadrillage militaire du territoire.
Le risque nucléaire devenant la chose la plus partagée, il lui suffit ensuite d'être le mieux accepté (les exercices d'alerte et de simulation n'ont pas d'autres fonctions…) dans la logique de la sûreté nucléaire et de la gestion des risques, tout irradié potentiel devient donc, sans l'avoir nécessairement voulu et compris au départ, le complice de sa propre irradiation et de celle des autres, encadré par les uniformes kakis et les blouses blanches avec, pour seul horizon, les rangées de cercueils plombés, tout cela pour que le monde tel qu'il est puisse continuer de fonctionner, monde dans lequel le citoyen culpabilisé et infantilisé devient un participant actif de son obéissance aveugle aux ordres venus d'en haut et de sa soumission. Le nucléaire et l'administration de ses risques, c'est aussi cette logique invraisemblable d'acceptabilité qui peut s'installer insidieusement et se banaliser durablement si l'on n'y met pas un terme au plus vite.

La dépendance à l'égard du nucléaire : un mythe utile

La fin du nucléaire est possible d'abord parce que les 78% de l'électricité produite par cette filière en France est une exception mondiale qui trouve son origine dans la singularité d'une histoire économique de l'après-guerre qui a vu naître et croître, à coup de financements publics, une industrie d'État étroitement liée au secteur de l'armement et du nucléaire militaire : la filière électronucléaire. Dans la plupart des autres pays industrialisés, la part du nucléaire dans la production d'électricité oscille entre 0 et 30%. La dépendance supposée à l'égard de cette industrie est donc une construction et un instrument de légitimation auquel s'ajoute la propagande pro-nucléaire entretenant volontairement la confusion entre électricité et énergie. Elle est aussi le fait d'une surproduction organisée, pour l'exportation et afin de rentabiliser la filière, avec parallèlement une sous-production continuelle d'électricité à partir des autres ressources, notamment les centrales thermiques au charbon et au fioul.
C'est aussi un argument commercial pour vendre des centrales à l'export (et les contrats d'entretien et le combustible qui vont avec !) et faire d'AREVA la première entreprise du secteur au niveau mondial.
C'est aussi légitimer un "modèle" productif centralisé qui gaspille une grosse partie de ce qu'il produit : de grandes unités, elles-mêmes grosses consommatrices d'énergie, interconnectées au niveau continental par un réseau de câbles de Haute tension et de THT (qui génère des pertes d'électricité considérables). Alors qu'il est tout à fait possible, sans prétendre par là changer radicalement l'ordre du monde, de concevoir des petites unités productives locales, maîtrisées par la population (à travers des formes de coopératives publiques ou communales par exemple, comme pour les captages, la distribution et l'épuration de l'eau) et utilisant d'autres ressources – y compris thermiques et hydroélectriques… que l'on sait rendre moins polluantes maintenant – sans les gaspiller. Il ne s'agit pas là de suggérer des alternatives clés en main mais de montrer que le "modèle" productif du nucléaire n'est pas inévitable, qu'en plus de sa dangerosité manifeste, cette industrie cherche en permanence à s'autojustifier, en masquant son gigantisme, son peu de rentabilité (d'où les augmentations continuelles du prix du kWh pour les consommateurs) et son caractère centralisé, c'est-à-dire administrable uniquement par des formes de pouvoir et de surveillance eux-mêmes centralisés et donc intrinsèquement sécuritaires, policiers et coercitifs.
En quelques semaines, en quelques mois, il est possible techniquement, et plus que souhaitable socialement et politiquement, d'arrêter les réacteurs, de les débrancher, de décontaminer les centrales et de les mettre définitivement hors d'état de nuire. L'électricité, de même que l'ensemble de ce que nous produisons, ainsi que les manières de le faire, sont des questions fondamentales : il est temps que l'on s'en occupe directement, il est temps que l'on décide de ce qui importe véritablement, de ce qui est nécessaire, utile et souhaitable et ce qui ne l'est pas. C'est la structure même du mode de production, d'échanges, de transports et de consommation de nos sociétés qui génère des "besoins" croissants en électricité parce que les "besoins" sont toujours créés par une "offre" préalable: c'est dans les TGV et les aéroports, les galeries marchandes, les hypermarchés, les systèmes de réfrigération de l'industrie alimentaire et les sièges sociaux des grandes entreprises, les banques, les milliers d'ordinateurs et de serveurs qui tournent 24h/24 avec les équipements de climatisation nécessaires, la liste est longue… ; c'est là, dans ce gâchis que peut être réduite la plus grosse partie de l'électricité produite et consommée et pas dans les gestes « citoyens » d'économies de bouts de chandelle ou dans les supposées vertus morales de la "simplicité volontaire".

L'arrêt immédiat et définitif est la seule solution acceptable, et en plus, c'est possible !

On l'a toujours dit : le nucléaire est un choix de

société. Sa remise en cause en acte n'est envisageable que par la réappropriation des capacités d'agir et de décider sur les fondamentaux d'une société qui ne sont rien d'autre que les conditions même d'existence des êtres qui la constitue : les finalités de la production et l'ensemble des conditions et moyens (techniques, matériaux, sociaux, humains) que l'on souhaite ou juge nécessaire de mettre en œuvre.

Sur le nucléaire comme sur le reste, il ne s'agit pas seulement d'avoir des idées justes et rationnellement construites à opposer à celles qui le seraient pas ou moins et d'essayer de convaincre ou de faire «prendre conscience». Tout cela est bien sûr nécessaire mais loin d'être suffisant.

Il s'agit surtout d'un rapport de force avec le capital et sa filière de l'électronucléaire. Rappelons que les centrales ont été imposées au mépris des populations et le plus souvent par l'occupation militaire du territoire et à coup de grenades offensives lancées par les gardes mobiles lors des luttes de sites des années 70-80. Ce n'est donc pas avec des pétitions, des appels à un référendum, un bulletin de vote pour des candidats dont les objectifs sont principalement de gérer le système, que l'on y parviendra. C'est **un rapport de force direct, construit localement, décentralisé et coordonné au niveau hexagonal et au-delà** qu'il faut avoir à l'esprit. Plus précisément, il s'agit de parvenir à des mobilisations telles qu'elles inaugurent de nouvelles situations politiques contenant au moins deux effets complémentaires : rendre injustifiable la poursuite du nucléaire et, à partir de ce premier coup porté à l'imaginaire capitaliste et productiviste, provoquer la modification des conditions subjectives, les manières de penser et de voir au-delà des convaincus de toujours. Et c'est là que les manières d'envisager les luttes produisent des effets de sens, de signification, de contenu. Le rejet du nucléaire par une lame de fond, par des manifestations massives, par la diversité des initiatives de rejet, par des actions de blocages et des désobéissances de toutes sortes, par tout un processus de luttes quotidiennes, peut créer ce type de situation inédite dans laquelle ces questions commenceraient à émerger, à être discutées et à trouver des débuts de réponses, une situation où, comme on dit, l'impensable devient pensable, donc possible. En quelques semaines, en quelques mois, il est possible de dire adieu au nucléaire et de commencer à changer le cours du monde. C'est une question de volonté, que l'on soit au Caire, à Tunis, ou au cœur du Vieux Continent !

Et même si le capitalisme devait renoncer au nucléaire pour survivre – car contrairement à une idée répandue par ces discours nous expliquant qu'on n'a pas le choix, que nous sommes déterminés par toute une série de facteurs objectifs qui nous entravent, c'est tout l'inverse : le capitalisme a cette capacité de s'adapter continuellement, de rebondir, de se détourner de certaines impasses, d'inventer et de créer des choses nouvelles – ce serait tout de même une victoire non négligeable car il s'agirait là d'un résultat obtenu au terme d'une lutte. Ce qui n'est pas la même chose, si l'on raisonne en terme de rapport de force, pour engager d'autres bagarres, pour aller plus loin encore. Ce qui n'est pas la chose non plus qu'une fin du nucléaire qui serait octroyée en "réparation" ou dédommagement pour des millions de morts !

Nous devons tout faire pour favoriser une montée en puissance de la contestation sur le refus total du nucléaire. Le «Plus jamais ça !» de ce printemps 2011 doit, cette fois, renverser l'ordre productiviste des choses et mettre les apprentis sorciers nucléocrates d'abord sur la défensive, ensuite hors d'état de nuire.

Multiplier les manifestations, par exemple lors du week-end de Pâques (25ème anniversaire de Tchernobyl) en prenant pour **cible et lieux de rassemblements tous les sites de la production du nucléaire** (centrales, usines d'enrichissement et production du combustible, zone de stockage des déchets, centres de recherches, locaux d'AREVA…).

Pour cela nous devons aussi pousser à **la convergence des luttes les plus immédiatement complémentaires.** Ainsi la multiplication des TGV et la construction de nouvelles LGV que l'État, la SNCF, Alsthom (tiens, tiens !) et les Conseils Régionaux veulent nous imposer, n'est possible que grâce à l'électronucléaire qui est présentée comme une «offre» abondante et inépuisable d'électricité, et, en retour, le nucléaire trouve matière à se justifier par une hausse continuelle de la «demande» de consommation électrique… La conjonction logique et donc souhaitable des luttes contre les LGV et celles exigeant la fin du nucléaire s'impose avec d'autant plus d'évidence que c'est précisément ainsi que peut être démontée et combattue cette spirale infernale, comment elle s'est mise en place, quels mythes elle véhicule et reproduit sans cesse, comment elle s'autoalimente, et donc d'être à même d'y mettre un terme. Dans certains départements français, les projets délirants d'exploiter les gaz de schiste par gaspillage de l'eau et injection massive de produits toxiques dans le sous-sol, commence à rencontrer un « front du refus » presque général. Là aussi, l'élargissement de la lutte contre les diverses facettes du modèle productiviste est complètement à l'ordre du jour. **L'addition et la mise en commun de ces luttes sont la condition de la victoire de chacune.**

Il n'y a pas de fatalité : ce que les hommes et les femmes ont fait, ils peuvent le défaire. Ce qu'ils et elles ne veulent pas, personne ne peut leur imposer. Ce qu'ils et elles ont inventé dans un domaine, ils peuvent l'oublier (malgré les déchets radioactifs laissés en héritage pour des générations), en faire un sujet d'études historiques et inventer autre chose, non pas en terme d'ingénierie, de nouvelle pseudo technologie «miracle», mais déjà sur la manière de concevoir une autre vie en société. Tout est possible.

Ce sont nos existences même qui sont en jeu. Comme nous n'avons pas de vie de rechange, les défendre, c'est changer les règles du jeu… ou passer à un autre jeu. Par quelque bout qu'on le prenne, nous avons un monde, dangereux et vieillissant, à abattre. Et un autre à gagner, à construire.

Le 23 mars 2011

AREVA fait des profits en provoquant des cancers mais veut aussi en faire en proposant de les soigner !

Le groupe industriel du nucléaire ne produit pas que des centrales, du combustible et l'extraction d'uranium depuis 2009, il a développé une filiale médicale, AREVA Med. Le groupe compte sur l'uranium pour produire de nouveaux traitements contre certains cancers, et notamment sur un isotope radioactif dénommé plomb-212 extrait à partir du thorium. L'unité de production a été installée début 2010 à Bessines dans le Limousin, dans le site d'une ancienne carrière d'uranium.

Le début de la production est prévu pour 2013. AREVA Med peut compter sur la bienveillance de l'État. Un accord de recherche et de collaboration a été signé avec l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), portant sur le développement de ces «traitements innovants» pour combattre le cancer. Le programme de recherche AREVA/INSERM sera mené par le Département de Radiobiologie de l'Institut de Recherche en Cancérologie de Montpellier (IRCM). Au moins ici, la «recherche» est sauvée ! Mieux encore, cette filiale médicale d'AREVA, va tester ces produits sur des patients étatsuniens. La FDA (Food and Drug Administration) l'autorité sanitaire de ce pays, a délivré au mois de janvier 2011 à AREVA Med, implantée aussi aux Etats-Unis, l'autorisation de démarrer les essais cliniques.

Comme les nuages radioactifs, le nucléaire ne connaît pas les frontières

Le gouvernement français a décidé de faire du nucléaire «français» la première filière productrice et exportatrice de technologie, de carburant et de construction de centrales au monde autour d'AREVA. Mais la compétition entre les entreprises n'empêche pas la coopération. L'industrie nucléaire, comme les nuages radioactifs, ne connaît pas les frontières.

Comme AREVA, les entreprises japonaises cherchent aussi à construire des centrales à l'exportation, en Inde, au Vietnam…

Ainsi, la coopération franco-japonaise se porte très bien dans ce domaine, en Recherche et Développement) comme en investissements économiques ou en échanges commerciaux.

L'ambassade de France à Tokyo a d'ailleurs un «Service Nucléaire» très fourni, géré et financé directement par le CEA (l'ambassadeur lui-même est un ancien administrateur d'AREVA) qui sert de «veille» technologique et économique et de point d'articulation entre les autorités politiques et les entreprises du nucléaire des deux pays. Les constructeurs de centrales japonais possèdent des parts dans la holding qui gère l'usine Georges Besse II d'enrichissement du Tricastin (vallée du Rhône) du groupe AREVA. Le japonais Mitsubishi s'est également allié récemment avec AREVA pour le projet de construire un nouveau réacteur de «moyenne puissance» (1100 MW) nommé Atméa, censé compléter l'offre à côté de l'EPR, devenu très coûteux et difficile à vendre. Notons aussi une participation japonaise à ITER (Cadarache)… Et c'est AREVA qui a vendu le combustible MOX (mélange encore plus dangereux que l'uranium) qu'elle fabrique dans l'usine Melox à Marcoule et qui transite par La Hague, à la centrale de Fukushima, avant de s'empresser de rapatrier tout son personnel en France !

LE CHOIX DE LUNA
Jasmila ZBANIC
(Croatie, Bosnie Allemagne, Autriche 2009)



Le titre croate est NA PUTU : « être en chemin vers quelque chose »,et peut évoquer une recherche spirituelle.
Cette spiritualité irradie de l'amour que se portent Luna et Amar
La réalisatrice (celle de Sarajevo mon amour couronné par l'ours d'Or du Festival de Berlin en 2006) par des scènes intimes, osées même, par rapport à nos standards français, jusque dans le cabinet de toilette, ressurgissant d'une façon insistante dans une conversation entre amis, nous montre combien la fusion charnelle a à voir avec la transcendance - mais une transcendance profane, libre, dans le mouvement de la modernité
Les transcendances peuvent s'exclure l'une l'autre : quand Amar renvoyé de son travail à la tour de contrôle de l'aéroport pour avoir bu un verre de vin, se laisse séduire par les harmoniques d'une communauté wahhabite dirigée par son ancien compagnon de guerre. La religion va entrer en conflit avec l'amour et surtout la sexualité dont, à la grande déception de sa compagne, Amar va se détacher.
Jasmila Zbanic reconnaît n'avoir aune sympathie pour les fondamentalistes, et dit se garder de vouloir en faire un tableau à charge.
Certes dans ce petit monde installé en pleine nature les femmes sont voilées et strictement séparées des hommes mais on n'y parle que de paix et d'amour et les chants sacrés, repris à la mosquée de Sarajevo et vantant tous les plaisirs terrestres chastes dispensés à l'homme par Allah – en particulier les vies des plantes et des animaux- participent à une sorte d'envoûtement
Pour le naïf et le faible qu'est Amar, encore traumatisé par la guerre, et incapable de surmonter l'épreuve de sa suspension pofessionnelle, l'illusion de pouvoir s'en remettre à d'autres de ses fardeaux,de se laisser porter par une structure convaincante est plus forte que sa raison ;et quoi qu'il dise de sa passion pour Luna.
Le choix final de celle-ci malgré son attachement et son désir d'enfant : se faire avorter et s'éloigner d'Amar le temps qu'il se ressaisisse et revienne à elle-ce qui est le mot de la fin- est évidemment le seul juste et féministe malgré l'arrachement douloureux qu'il exige.
Ce parti pris d'évoquer les liens entre trois univers : la guerre de Yougoslavie, l'islam et l'amour aboutit à une œuvre toute en finesse, en nuances, illuminée par la radieuse actrice qu'est Zrinka Cvitesic.
Des images en contraste ; comme cette marche alerte des hôtesses à côté des commandants de bord et où éclate chez ces femmes le bonheur du métier, de la vie publique, alternant avec les scènes conjugales de plus en plus froides et orageuses ; ou les séquences de boite de nuit (un peu répétitives) succédant aux séances de prières collectives. La traversée du ciel par l'avion qui rythme l'action, tout comme la vue de Sarajevo depuis l'appartement, dilate symboliquement l'espace, fracasse le carcan conjugal et communautariste.
On peut reprocher au film, du fait de cette construction et de sa complexité d'intentions, d'effleurer les thèmes plus que de les creuser et d'éviter d'afficher certains choix.

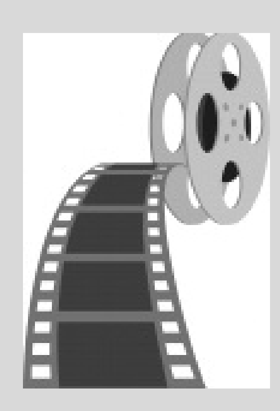
A cette interrogation : la conversion d'Amar est-elle de quelque façon compatible avec la vitalité et le modernisme de moeurs de la jeune génération, le spectateur se trouve chargé de répondre…ce qui le renvoie à l'état du monde actuel, et aux chances de le voir basculer vers ce que nous considérons comme le bon côté : la liberté,la laïcité et l'égalité..

MA PART DU GATEAU
Cedric KLAPISCH
(France 2011).



En ces temps bien sombres où la régression économique et sociale se conjugue aux tragédies mondiales, le film de Cédric Klapish et la vitalité extraordinaire de l'actrice principale, Karin Viard, redonnent forces et espoir.
France, ouvrière dans une usine de Dunkerque, en est licenciée avec beaucoup d'autres pour cause de délocalisation.
Il lui faut trouver un autre emploi pour élever ses trois filles.
Après une courte formation, elle devient femme de ménage dans la capitale chez un trader qui lui, a été déplacé de Londres à Paris pour lancer une entreprise boursière, et dont elle découvre pour finir qu'il a été un des artisans de cette délocalisation.
Le croisement de ces deux destins peut paraître artificiel, de même que le cynisme des propos et des comportements des hommes d'affaires…tout cela un peu appuyé, certes, mais Klapisch a cherché à épingler lumineusement le fonctionnement du système libéral et l'exorbitante gabegie d'humanité, d'existences dont se nourrit la spéculation financière.
Dans ce film très politique apparaît le sympathique Mathieu, militant de Continental, qui semble jouer …son propre personnage de syndicaliste, conseillant France dans ses démarches et la mettant en garde contre divers pièges.
Ce qui frappe dans ce diptyque -construit systématiquement comme tel, - le montage coupant brusquement les scènes de liesse carnavalesques ou de retrouvailles familiales à Dunkerque, par des plongées dans l'univers boursier ou l'intimité du trader, c'est le débordement d'amour et de joie de vivre de France et de son entourage, domestique ou amical.
Cela ne tient pas seulement à la psychologie du personnage mais aussi et surtout à la floraison des solidarités ouvrières. Ce monde-là ne lâche pas les siens.
Il n'est pas idéalisé pour autant : l'alcool notamment, comme chez l'ancien mari ou le beau-frère, tient une place importante dans les vies qu'il tente d'adoucir, de rendre supportables, et la façon dont les femmes sont considérées, traitées par l'autre genre, n'y est pas plus privilégiée qu'ailleurs, mais les luttes pour la survie contre une inégalité et une injustice ravageuses, constituent un ciment très fort entre les gens. C'est là le vrai sujet du film : à travers a-coups, égarements, virages avortés qui semblaient, dans les amours, préfigurer l'inatteignable révolution, c'est cette solidarité désespérée et espérante à la fois, en ressuscitant l'avènement possible, qui ,avec la prise de conscience de l'héroïne jusque là aveuglée par sa générosité affective, éclate magnifiquement dans la conclusion du film.

MARIE-CLAIRE CALMUS







chronique du contrôle et de la répression



Encore une couche de sécuritaire

Le 8 mars, répondant à une question orale sur la récente agression d'un CRS à Noisiel, après avoir reçu un pavé sur la tête le 2 mars, le nouveau ministre de l'Intérieur Claude Guéant a indiqué que son «but est qu'à la fin de cette année, nous ayons 45 000 caméras», installées sur les voies publiques en France. «C'est un objectif au service de la sécurité», a-t-il ajouté, de même qu'il a jugé nécessaire «que les polices municipales se voient confortées».

Concernant les effectifs de police et de gendarmerie, il a assuré que malgré «les impératifs de la maîtrise de nos finances publiques», «nous aurons cette année 4.500 postes de plus qu'en 2001» et «autant de fonctionnaires et de militaires sur le terrain qu'en 2010». Nous voici «rassurés» !

Il a aussi exprimé son souhait de voir «les lois de 2007 sur la protection de l'enfance et sur la prévention de la délinquance» plus largement appliquées. Il a lancé un appel aux élus locaux: maires, conseillers généraux afin qu'ils «s'emparent en association avec les services de l'Etat de toutes les potentialités qui leur sont ainsi données»

Milices en voie de légalisation

Lors de la campagne pour les élections municipales de 2008, Estrosi avait déclaré vouloir créer des «comités de voisins vigilants» et avait évoqué la constitution d'une « réserve civile et citoyenne » composée de retraités volontaires de la police ou de la gendarmerie. La loi LOPPSI 2, dans sa partie validée par le Conseil constitutionnel, étend aux citoyens volontaires l'accès à la réserve civile créée en 2003 pour les retraités de la police nationale. Des députés viennent de déposer un nouveau projet de loi visant à modifier le code général des collectivités territoriales permettant d'associer les habitants à la surveillance de leur quartier dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. Cette loi, si elle était votée, légaliserait des expérimentations qui ont aujourd'hui lieu dans de plus en plus de communes. Rappelons que c'est une reprise du concept anglo-saxon «neighbourhood watch» qui consiste à créer un groupe de voisins pour organiser l'auto surveillance de leur quartier. Ce dispositif existe depuis des années aux Etats-Unis, au Canada, … Plus récemment, l'Italie a légalisé la création de «ronde citoyenne». Aux armes citoyens !

Touche pas à mon labo

Les laboratoires d'analyses médicales se sont multipliés ces vingt ou trente dernières années. Cela a fait le bonheur de médecins biologistes qui ont investi dans ce créneau lié à la place croissante de la santé dans nos sociétés développées. Mais cela coûte trop cher et contribue bien évidemment au déficit croissant de la Sécurité Sociale. Alors, l'Etat a pondu une ordonnance en 2010 qui livre le « marché » de l'analyse médicale à de grands groupes financiers afin de réduire les coûts. Fini le labo de proximité, place aux usines à analyses. Un petit commerce fout le camp au profit de la grande surface ! Si ce n'était que cela, nous pourrions très bien nous en moquer tout en sachant qu'un laboratoire de proximité est plus accessible et peut donner des résultats plus fiables qu'une usine départementale voire régionale. Mais le problème n'est pas seulement là car parmi ces groupes financiers qui rachètent aujourd'hui ces laboratoires figurent des fonds de pension et des assurances de santé privées qui auront ainsi accès à des données médicales pouvant bien évidemment les intéresser. Le secret médical risque d'en prendre encore un sacré coup derrière la tête !
Contact :
touchepasamonlabo.com

ELFE : Les enfants et leurs parents vont adorer

L'Institut national d'études démographiques (Ined) et l'institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) vont lancer conjointement fin de ce mois de mars le projet Elfe (Etude longitudinale française depuis l'enfance). Cette étude portera sur 20 000 enfants nés en 2011, qui seront suivi jusqu'à leur âge adulte, afin de déterminer l'influence, ou non, de leur cadre et conditions de vie, sur leur développement. Les données de cette étude (déjà pratiquée dans les pays anglo-saxons, entre autres) doivent permettre «de mieux comprendre les différents facteurs (caractéristiques individuelles, environnement physique, lieux de socialisation) qui interagissent très tôt pour influencer les trajectoires scolaires et en particulier le développement des compétences cognitives, langagières et socio-affectives». Il s'agira également d'analyser les effets des changements de comportements conjugaux et le développement des familles monoparentales ou recomposées sur le développement social, sanitaire et scolaire de l'enfant.

En y regardant de plus près, ce projet a été lancé en France voici 6 ans déjà. En avril 2007 une première étude pilote s'est déroulée en Bourgogne et en Picardie auprès de 300 enfants. Une deuxième étude pilote a lieu depuis octobre 2008 en Rhône-Alpes et en Seine-Saint-Denis auprès de 500 enfants. Au niveau national le projet qui mobilise 60 équipes de recherche à plein temps devait être lancé en 2009.

Depuis fin 2010, les femmes susceptibles d'accoucher pendant les périodes de collecte ont reçu une information sur l'Elfe par le biais de leur caisse d'allocations familiales. La première étape de la collecte d'informations se déroule en maternité et prend la forme d'un entretien avec la mère par une sage-femme. C'est à cette étape que l'adhésion formelle des parents concernés est demandée. En maternité, des prélèvements biologiques ont lieu devant fournir des informations sur les trais génétiques et de certains marqueurs biologiques. Bien évidemment, du sang du cordon est prélevé.

La deuxième phase, deux mois après, porte ensuite sur les caractéristiques socio-démographiques de la famille (situation familiale de l'enfant, profession et niveau d'étude de chaque parent, caractéristiques du logement, …), la santé de l'enfant, les modes de garde, la santé de la mère, les relations intra et extra familiales, l'éducation et l'élevage de l'enfant, l'alimentation… Cette deuxième phase est réalisée par l'Insee et se déroule au domicile de l'enfant complétée par des entretiens téléphoniques avec le père. Ensuite, les phases suivantes auront lieu à l'anniversaire de l'enfant pour s'espacer par la suite… pour s'arrêter au bout de 20 ans !

Toutes ces enquêtes seront naturellement anonymisées afin d'obtenir le label de la CNIL. Il n'y a que les imbéciles qu'y croient car on ne voit as en quoi ces fichiers seraient plus protégés que d'autres. Comme l'adit l'association «Souriez vous êtes filmés» en 2008 : «L'enfant ne peut donner son accord pour cette enquête, pourra-t-il percevoir à sa majorité des indemnités pour abus moral et mener ses parents et les chercheurs en prison» ou tout du moins devant les tribunaux. Il faut rappeler, même si cela nous fait sourire comme bien d'autres résolutions onusiennes, l'article 16 de la Convention internationale relative aux Droits de l'enfant signée à New York en 1990 :

- «Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance (…)
- L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes».

Pour conclure, il ne faut surtout pas minimiser les résultats de ce type d'études menées par des chercheurs se disant naturellement «innocents» qui peuvent être un jour ou l'autre exploités par un Pouvoir quel qu'il soit !

Brother



Pôle Emploi annexe de la Police

Dans une note du 7 janvier 2011, il est fait obligation aux agents de Pôle Emploi Midi Pyrénées, dans le dos des demandeurs d'emploi, de prendre copie de leur pièce d'identité et de procéder à un contrôle de leur authenticité au moyen d'une lampe UV. Des agents de Pôle emploi considérant que leur mission ne saurait être assimilée à une fonction policière dans le cadre de la «chasse aux étrangers» ont saisi le 28 févier le tribunal administratif de Toulouse. Une conférence de presse a été tenue à cette occasion.

Contact : Réseau Emploi Formation Insertion, tel : 06 17 49 65 11

La sécurisation du fichier «base élèves»

Les données de ce fichier des enfants sont sécurisées et leur accès est limité aux acteurs directement concernés, c'est tout du moins ce qu'affirme le ministère de l'Education nationale et ce que conteste les quelques 2103 parents d'élèves qui ont déjà porté plainte contre X au pénal dans toute la France entre mars 2009 et juin 2010. Ces plaintes ont toutes été classées sans suite par le Parquet de Paris en juillet 2010. Mais cette affaire risque de rebondir.

En effet, début janvier 2011, les parents d'élèves de l'école élémentaire Joliot Curie de Sartrouville (78) ont eu la désagréable surprise de découvrir que des données personnelles concernant leurs enfants et eux-mêmes (nom, prénom, date de naissance, adresse des deux parents), originellement collectées et conservées dans le fichier Base élèves 1er degré, étaient accessibles sur le site Internet de l'Inspection de l'Education nationale de Sartrouville. Il suffisait de taper les mots clés « Base élèves » dans le moteur de recherche de ce site pour obtenir les listings en question ! Il s'agissait d'une simple erreur de manipulation rectifiée depuis !

Plus que jamais, le Collectif National de Résistance à Base Elèves (CNRBE) demande que tout système de fichier centralisé et partageable regroupant des renseignements personnels sur tous les enfants de France soit abandonné. Les données nominatives doivent rester dans les écoles.

Contact : retraitbaseeleves.wordpress.com

Contrôle du WEB

Un décret publié au Journal Officiel du 1er mars 2011 oblige désormais les fournisseurs de services sur Internet à conserver pendant 1 an mots de passe, traces d'achats ou commentaires sur un forum laissés sur le Web par les internautes. La police, la gendarmerie ainsi que le fisc, l'URSSAF, la répression des fraudes, les agents des douanes, … pourront ainsi y avoir accès lors d'enquêtes.

Ce décret élargit ainsi le champ d'application de la loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004 qui ne préconisait l'utilisation de ces données que par la police et la gendarmerie afin de prévenir soi-disant les actes terroristes. Nous assistons là encore à une généralisation d'une loi particulièrement ciblée (les «terroristes») à toute une population (ici les internautes) pour laquelle l'Etat se donne les moyens juridiques de surveillance de manière préventive, « au cas où ».

Les données en question sont notamment : les noms, prénoms et raisons sociales, adresses postales, numéros de téléphone, pseudonymes utilisés sur le Net, adresses électroniques et mot de passe associé, dates et heures précises de connexion, … Sont ainsi concernés par ce pistage, les commentaires laissés sur des forums de discussion, les vidéos ou photos mis en ligne, les achats-ventes sur le Net, …

La publication de ce décret provoque une levée de boucliers de la part d'associations d'usagers d'Internet mais aussi des opérateurs concernés par cette obligation. A suivre !

Mis à jour de la Loppsi 2

Le Conseil constitutionnel a refusé le 10 mars 13 articles de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée le 8 février. Il faut rappeler que cette loi comportait 142 articles à l'arrivée après moult surenchères. Ces 13 articles concernent principalement :

- l'autorisation permettant au préfet de procéder à l'évacuation forcée de terrains occupés illégalement
- L'extension aux mineurs de « peines planchers » et autorisant leur comparution immédiate à la demande du procureur de la République sans saisir au préalable le juge des enfants.
- Les dispositions accordant aux policiers municipaux des pouvoirs de police judiciaire (comme les contrôles d'identité)
- L'installation de salles d'audience au sein des centres de rétention administrative (pas de palais de justice à l'intérieur des prisons).
- La réintroduction d'une forme de double peine de telle sorte que les présidents des cours d'assises demandent aux jurés de se prononcer sur l'interdiction du territoire français d'un condamné d'origine étrangère.

La Droite au Pouvoir s'est félicité que le Conseil constitutionnel valide 129 articles de cette loi. La Gauche s'est aussi félicité que cette instance mette un sérieux coup d'arrêt à cet ensemble législatif. Tout le monde est donc content ! Même le DAL (Droit au Logement) crie victoire car les expulsions de logement, de terrain ne pourront être prononcées que par un juge.

En y regardant de près ce Conseil n'a retiré que les articles qui étaient anticonstitutionnels (Primauté au judiciaire par rapport à l'administratif dans certains domaines, spécificité de la justice des mineurs, …). Il ne reste plus au Pouvoir d'Etat d'aménager la Constitution actuelle…

Appels courants à la délation

En août dernier, une loueuse de gîte a eu la surprise de recevoir un mail émanant de la gendarmerie de Questembert (Morbihan – Bretagne) lui demandant de prévenir les gendarmes au cas où elle accueillerait des «membres du Pays Basque ou de l'ETA». Le mail précise que «la Bretagne est une région prisée par certains membres du Pays Basque et de l'ETA. Sans vouloir vous faire peur, dès que vous avez un léger soupçon sur une ou des personnes, il vous est possible de nous adresser par mail les identités ou immatriculations des véhicules de vos locataires. Ce message est surtout rédigé dans le but de vous demander d'être attentifs et vigilants. Généralement, les membres de l'ETA sont des personnes discrètes et polies. Ils passent inaperçus». Ce mail n'a pas fonctionné avec la personne qui l'a rendue public mais interrogé par un journaliste, l'adjudant-chef auteur de ce mail a affirmé que «certains nous ont répondu !» et de conclure «Pour nous, c'est le renseignement en général qui est intéressant, vous savez la plupart des brigades utilisent désormais ce genre de moyens».

Bulletin municipal décomplexé

La commune de Moigny-sur-école dans l'Essonne (91) a publié, dans son bulletin municipal de janvier, les photographies de quarante plaques d'immatriculation des gens du voyage qui ont occupé un terrain de sport dans cette commune en juillet 2010. Ces photographies étaient accompagnées d'un billet d'humeur anonyme où l'auteur dénonçait «un envahissement sans précédent de 70 caravanes» dans cette commune de 1300 habitants. Il évoquait le «nomadisme fiscal» et dénonçait le fait que «ces déplacements leur permettent d'éviter de payer un certain nombre d'impôts et de s'adresser à plusieurs caisses d'allocations familiales». Après avoir déploré une «justice beaucoup trop souvent du mauvais côté», il proposait «un moratoire où les gens du voyage seraient centralisés administrativement aux … Saintes Marie de la Mer !»Une conseillère municipale a tout de même démissionné de son poste.

Big Brother

Ferme des Vignes du Bersac

«Quand tu auras passé trente ans de ta vie à mettre au point de subtiles méthodes psycho-pédiatriques,médico-pédagogiques, psychanalo-pédotechniques, à la veille de la retraite, tu prendras une bonne charge de dynamite et tu iras discrètement faire sauter quelques pâtés de maisons dans un quartier de taudis.
Et en une seconde, tu auras fait plus de travail qu'en trente ans.»
Fernand Deligny [1]



L'été dernier a eu lieu au Bersac, village situé non loin de Serres dans les Hautes-Alpes, une lutte pour le moins inhabituelle : la Ferme des Vignes, un lieu de vie géré par l'ADSEA 05 (Association de Défense et de Sauvegarde des Enfants et des Adultes) hébergeant des handicapés mentaux, a été occupé pendant une semaine par un groupe de militants. Ils s'opposaient à l'implantation sur le site de la ferme d'une cuisine collective fonctionnant sous le statut d'un ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail anciennement CAT) et exigeaient la réintégration des habitants qui en avaient été expulsés.

Cette lutte est liée à un contexte local précis: l'ADSEA ,de par son poids économique, prend en otage des communes dans lesquelles elle s'est implantée, alors que l'Etat orchestre la "restructuration" du secteur de la santé et du médico-social.

Le problème du handicap étant trop rarement abordé au sein du monde militant, il est temps de brosser un état des lieux de la militance sur le terrain du handicap.

Le lieu de vie de la Ferme des Vignes a été créé en 1985 par la volonté conjointe d'une équipe d'éducateurs de l'ADSEA travaillant dans un foyer occupationnel et d'une personne qui avait acheté la ferme avec le terrain afin d'y loger son frère et d'autres personnes qui habitaient ce foyer. Cette initiative répondait au malaise de handicapés qui, après avoir travaillé en ESAT, se trouvaient entièrement dépossédés de leurs vies au sein de ce foyer. La Ferme a été vendu à l'ADSEA en viager au bénéfice du frère de l'acquéreur. Des années durant, la Ferme posera un problème à l'ADSEA qui ne sait que faire de ce lieu non-rentable.

Debut 2009, le conseil municipal du Bersac, après s'être ému de l'annonce de la fermeture de la ferme pour non-conformité, se ressaisit en étudiant avec sérieux la proposition d'implanter, sur le terrain de la Ferme des Vignes, une cuisine centrale fonctionnant sous le statut d'ESAT (projet estimé à 1,6 millions d'€) et des logements. Cette cuisine, issue d'un déplacement de l'ESAT de Rosans, serait non seulement destinée à alimenter les établissements gérés par l'ADSEA dans le Serrois, mais elle desservirait aussi les écoles du coin et les personnes âgées maintenues à domicile. Une certitude:"les résidents ne sont pas concernés par le projet de la cuisine centrale". Personne parmi les éducs et encore moins parmi les habitants n'est tenu au courant de ces manœuvres. La mairie a donc le champ libre jusqu'à la fin de l'année pour réviser le Plan d'Occupation des Sols.[2]

Le 9 mars 2010, l'ADSEA annonce aux éducs la construction de la cuisine centrale. Cependant le flou est entretenu sur le relogement des habitants de la Ferme. Le 24 avril le couperet tombe: les habitants, qui, pour certains, vivaient au Bersac depuis 24 ans, seront relogés en HLM. Une lettre est envoyée par l'équipe à la direction dénonçant les méthodes employées et la maltraitance qui en résulte en maintenant les habitants dans un état d'incertitude.

Une partie des éducateurs crée un comité de soutien avec la CNT 05 afin d'empêcher l'expulsion et le relogement des habitants. Des membres de la famille des résidents, les maires de Rosans, de Barret sur Méouge (qui voient une manne leur échapper), l'UNAFAM (association de familles de psychiatrisés) et Claude Sigala (créateur du Coral [3]) décident d'apporter leur soutien. Le 9 juillet alors qu'une "fête de départ" des habitants de la Ferme est organisée par la direction de l'ADSEA, des engins de terrassement se pointent. Le 14 juillet, jour férié, ces engins commencent à racler le sol. Les travaux sont stoppés net par l'intervention d'un éduc. Diverses actions sont alors menées (pétitions, lettres, mobilisation devant la préfecture, irruptions dans les locaux du journal local, du Conseil Général et de l'ADSEA, création d'un blog)

Le 29 juillet juste après le départ des habitants en vacances, une occupation de la Ferme est décidée par le Collectif afin d'empêcher la poursuite des travaux et dans le but de rendre le lieu aux habitants tel qu'ils l'ont quitté. Une procédure d'expulsion est menée par l'ADSEA. Des personnes affluent de toute part et des liens s'établissent avec les habitants du village du Bersac ainsi qu'avec la chèvrerie de Rosans, ESAT gérée par l'ADSEA et menacée de fermeture. Radio Zinzine consacre quotidiennement son antenne à la lutte. Des discussions ont lieu à la ferme. Le 4 août la justice donne raison à l'ADSEA. Au bout de huit jours d'occupation, une centaine gendarmes sont dépêchés sur place afin d'éjecter les occupants. Le collectif continue la lutte avec la création d'une semaine consacrée à la question de la lutte du Bersac et de l'institution médicale dans la société. Pendant ce temps les travaux après avoir été gelés ont repris et certains des ex-habitants sont retournés en institution. [4]

Force est de constater que les grands absents de cette lutte ont été les handicapés, surtout les habitants de la Ferme. Cela peut-être expliqué par le fait qu'ils étaient envoyés en vacances pendant l'été mais à bien y réfléchir il y bien d'autres handicapés qui peuvent se sentir concernés par cette vague de réinstitutionnalisation qui a cours depuis quelques années. De plus, alors que les occupants avaient à lutter contre une machine gérant le handicap intellectuel et le polyhandicap, l'essentiel des discussions étaient centrées sur l'antipsychiatrie. Enfin, il semblait inconcevable pour nombre de personnes d'aborder les éventuelles pratiques de luttes en fonction des handicaps.

Tout d'abord en ce qui concerne les relais d'information allant du milieu militant alternatif vers le handicap, il faut reconnaître qu'ils sont de l'ordre du nul. En effet, toute militance, dans le milieu du handicap est tenue en laisse par les grandes associations hiérarchisées, qui représentent les divers types de handicapés (Association des Paralysés de France, Association Française contre les

1- Fernand Deligny(1913-1996) était l'un des créateurs du mouvement des Lieux de Vies. Auteur de nombreux films, il en est la référence incontournable.

2-http:// /www.lebersac.com/cm2009/cm2009-06.htm

3- Le Coral est un lieu de vie situé dans le Gard. Fonctionnant à l'origine sur un principe autogestionnaire et appliquant des pratiques antipsychiatriques, ses cadres ont fait l'objet d'accusations calomnieuses qui poussent ce lieu de vie à rentrer dans le droit chemin de l'administration.

4-http://nonalafermeturedubersac.over-blog.com/

Myopathies…). A l'instar des syndicats, ces lobbys se posent en interlocuteur de l'Etat. Les seules informations valables ne sont diffusées que par des individus militants appartenant ou non à ces associations. Aucun groupe alternatif n'est à ce jour constitué. Les handicapés ont d'ailleurs abandonné toute pratique de lutte radicale depuis 81 au profit du bon vieux principe d'intégration (emploi, handisport,accessibilité). Pire encore, les Pro-life avec les débats sur la bio-éthique arrivent même à trouver une tribune dans un journal s'adressant aux handicapés.[5]

La lutte du Bersac n'a pas échappé à la règle de la représentation. Elle a été essentiellement montée par quelques éducs. Les familles ont peu suivi ce qui peut expliquer l'absence des habitants de la Ferme. Et malgré toute la pertinence, l'ouverture et l'engagement qui ont été déployés pendant la lutte, personne ne pouvait troquer son rôle contre celui d'un handicapé vivant en institution. D'ailleurs, la Ferme des Vignes s'inscrivait malgré elle dans un contexte institutionnel. Les personnes qui y vivaient étaient obligées de composer avec les éducs remettant en cause le principe même d'autonomie. A ce propos, l'ADSEA a joué sur du velours en "dénonçant" cette situation.

Enfin, il est clair enfin que les militants méconnaissent le milieu du handicap et en l'absence de handicapés politiquement formés, le débat a vite viré sur l'antipsychiatrie qui est l'entre deux accessible. Pourtant maintes questions auraient pu être abordées concernant la vie des handicapés dans les institutions. Les mécanismes de domination, de favoritisme qui s'y exercent. La question de l'autonomisation des handicapés.

On peut enfin se poser la question de la manière de pratiquer ses luttes surtout lorsqu'elles concernent des personnes qui n'ont pas voix au chapitre.

Le sujet est-il à ce point tabou pour qu'il semble impossible chez les uns comme chez les autres de sortir de certains réflexes qui sous-tendent et empoisonnent la question (pitié, mascotte, peur de froisser…) ? La problématique du handicap en tant que composante essentielle de la vie de la naissance à la mort est-elle condamnée à demeurer méconnue et/ou caricaturée ? □

Haroun

5 http:///www.handirect.fr/fr/rubriques/actualite/handicap-genetique-alliance-pour-droits-vie-lance-cri-alerte,7385.html?retour=

Frénésie répressive au Pays Basque

Alors que la gauche abertzale se prononce clairement en faveur d'une résolution politique et démocratique du conflit au Pays Basque, alors qu'elle a déposé officiellement une demande d'inscription d'un nouveau parti, Sortu, qui s'inscrit dans le cadre légal et rejette toute forme de violence dont celle d'ETA, l'Etat espagnol maintient la voie répressive sous prétexte de «lutte contre le terrorisme». Le mandat d'arrêt européen (MAE) est l'instrument liberticide «légal» qui couvre cette réalité.



LA VOIE RÉPRESSIVE DES ETATS

Le mandat d'arrêt permet à chaque Etat européen de déterminer les oppositions politiques et sociales qu'il n'accepte pas et de les neutraliser grâce à l'entière collaboration des autres Etats.

L'Etat espagnol continue à criminaliser tout engagement - ne serait-il que sur le terrain des idées - en faveur d'un Pays Basque indépendant. Il s'acharne violemment contre les militant-es de la gauche indépendantiste, et particulièrement les jeunes, comme s'il s'agissait de répandre la peur pour tenter d'éteindre en eux-elles toute velléité de porter le projet indépendantiste basque, ou encore, aussi bien, de pousser au retour de la confrontation armée. L'Etat espagnol reçoit pour ce faire l'aide complaisante de l'Etat français.

Dans le cas des poursuites à l'encontre des militant-es de Batasuna et de Segi (deux partis politiques de la gauche indépendantiste), il faut souligner la duplicité de l'Etat français. Il autorise sur son territoire les activités politiques de ces deux formations qui, de fait, ont pignon sur rue, participent aux élections etc. En revanche, en validant les MAE délivrés par Madrid, il avalise sur le territoire espagnol l'interdiction et la répression de ces mêmes organisations et de ces mêmes faits. Par là, il cautionne une législation liberticide, les juridictions d'exception, la loi des Partis qui remet en cause les droits d'expression, de réunion, d'opinion, de manifestation, de présentation aux élections etc., ainsi que la pratique quasi systématique de la torture (cf. encart). Il n'y a qu'un seul motif pour que le MAE soit juridiquement rejeté, c'est «la violation grave et répétée, par un Etat membre, des droits fondamentaux». L'existence de juridictions d'exception et l'utilisation de tortures infligées par la police et/ou la garde civile en Espagne ne sauraient constituer, aux yeux de l'Etat français, une violation grave et répétée des droits de l'homme…

AVALANCHE DE MANDATS D'ARRÊT EUROPÉENS

Au Pays Basque, le cas d'Aurore Martin (cf. CA n°206) a contribué à sensibiliser la population et les élus locaux et à

faire prendre conscience de l'iniquité, de l'absurdité et des effets barbares du MAE. Cette arme répressive a été utilisée en novembre 2010 à l'encontre de cette militante de Batasuna de nationalité française. L'accusant de s'être exprimée dans des meetings au Pays Basque Sud, l'Audience Nationale a lancé contre elle un mandat d'arrêt européen qui a été validé par la cour d'appel de Pau, puis par la cour de cassation. Afin d'échapper à la menace de 12 ans de prison en Espagne et de poursuivre son combat politique, Aurore Martin a décidé de se cacher. Elle vit dans la clandestinité depuis le 20 décembre 2010.

Après avoir échappé à des rafles policières au Pays Basque Sud, en octobre et décembre 2010, qui s'étaient soldées par l'arrestation de 14 jeunes (dont 13 incarcéré-es et torturé-es durant les interrogatoires de la police espagnole), huit jeunes indépendantistes du Pays Basque Sud, militant-es de l'organisation Segi s'étaient réfugié-es au Nord pour échapper aux risques de tortures et continuer leur activité politique. En février, ils décidaient de reparaître au grand jour. Aussitôt, la justice espagnole lançait des mandats d'arrêt européens à leur encontre.

Du 19 au 26 février, ces jeunes se sont installé-es dans une salle municipale près de saint Jean Pied de Port pour une semaine de mobilisation, afin de dénoncer la répression, de protester publiquement contre le MAE lancé contre eux, de poursuivre et d'élargir l'action pour la suppression du MAE : rencontres avec des militant-es politiques, syndicaux, associatifs venus exprimer leur solidarité ; soirées débats sur la torture, sur les mouvements politiques de jeunes ; rassemblements quotidiens à 12h et à 19h ; conférences de presse pour dénoncer la répression et les tortures, exiger l'arrêt des poursuites à l'encontre des militantes politiques ainsi que l'abrogation du MAE. A partir du 26 février, plusieurs élu-es (conseiller-ères municipaux et régionaux) se sont engagé-es à les accueillir chez eux-elles.

Peu de temps après, entre le 28 février et le 2 mars, les policiers (français et espagnols en civil) ont procédé à l'arrestation violente (accompagnée d'injures, de menaces avec armes et de coups portés aux élu-es qui accompagnaient les jeunes dans leurs déplacements) et à l'incarcération préventive de sept des huit jeunes indépendantistes, déclenchant la mise en marche des MAE.

La seule restée en liberté (mais pour combien de temps ?), Irati Tobar, elle aussi «protégée» par des élu-es, a mené une grève de la faim de deux semaines, du 5 au 19 mars, accompagnée dans cette action par deux conseillers municipaux de Hendaye et de Briscous ainsi que par ses camarades emprisonné-es à la prison de Seysses-Muret.

RÉPRESSION INTENSE

Au cours du mois de mars, la répression policière et judiciaire s'est poursuivie tous azimuts.

Le 1° mars, quatre personnes soupçonnées d'appartenir à ETA sont arrêtées en Biscaye et subissent des tortures au cours de leur garde à vue.

Le 8 mars, feu vert est donné par la Cour d'appel de Pau à la remise aux autorités espagnoles de quatre des militants de Segi. Ils restent en détention provisoire en France, dans l'attente du résultat d'un pourvoi en cassation, qui ne fait que repousser l'échéance de leur livraison aux mains de la justice et de la police espagnoles.

Le 10 mars, une militante, vivant et travaillant sur la côte basque, est extradée de France.

Le même jour, quatre membres présumés de ETA sont arrêtés à Willencourt (Pas de Calais) et écroués dans deux prisons de la région parisienne.

Le 15 mars, la cour d'appel de Pau examine les MAE émis par l'Espagne à l'encontre d'un militant présumé d'ETA arrêté le 8 mars à Bidache et des trois autres jeunes de Segi, tous réclamés par l'Espagne suite à des témoignages et des désignations extorqués par la torture. La fin du procès a donné lieu à des charges brutales de la police suite auxquelles deux militants de Segi du Pays Basque Nord ont été interpellés et gardés à vue ; ils devront comparaître le 5 mai pour «violences avec arme» - un drapeau basque ! - «sur personne dépositaire de l'autorité publique» et « refus de se soumettre au prélèvement ADN».

Le 21 mars, une militante d'ETA est arrêtée dans l'Indre.

Le 22 mars, la Cour d'appel de Pau valide le transfert en Espagne des trois autres membres de Segi, interpellés le 2 mars au Pays Basque nord......

RÉSISTANCE ET MOBILISATIONS

Face à l'acharnement répressif, la résistance ne faiblit pas. On ne compte plus les rassemblements, chaînes humaines, manifestations, jeûnes collectifs, conférences, débats publics, concerts ... toutes sortes d'actions organisées en solidarité avec les militant-es pourchassé-es et qui trouvent un écho favorable auprès de la population et de nombreux élu-es locaux et cantonaux.

La campagne pour l'arrêt des poursuites à l'encontre des militant-es de la gauche indépendantiste se poursuit et s'intensifie. Il s'agit d'en finir avec les juridictions d'exception et d'obtenir le droit élémentaire à l'expression politique. Au delà, il s'agit aussi de faire respecter le droit fondamental à l'autodétermination, aujourd'hui nié pour le peuple basque. □

Pays Basque, le 22 mars 2011

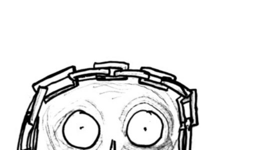
Torture dans les casernes et les commissariats espagnols

L'Etat espagnol procède à des opérations policières très médiatisées, qui ont pour objectif d'obtenir, par le biais de tortures morales et physiques, soit des révélations sensationnelles (prévision d'attentats spectaculaires) soit des noms de militant-es ; ce qui permet de nouvelles arrestations... Une autre fonction est bien évidemment d'entretenir la terreur et de dissuader d'agir.

La torture est la pratique courante et toujours en vigueur d'extorsion d'aveux forcés sur les gardés à vue. Le-la détenu-e en GAV pour terrorisme ou lien avec une bande armée peut passer cinq jours sous le régime de l'isolement, voire, sur ordre du juge, 13 jours. Le-la prévenu-e n'a alors pas le droit de parler à son avocat (commis d'office) en privé. En outre, sa détention n'est pas notifiée à sa famille et il ne peut être examiné par le médecin de son choix. Ce régime, qui donne toute latitude aux autorités pour que soient exercés en toute discrétion sévices et tortures sur les prévenu-es, a été dénoncé par Amnesty International comme l'un des plus sévères d'Europe. Les témoignages de tortures se comptent par centaines.

Extrêmement rares sont les condamnations contre les tortionnaires, et inexistantes celles contre leurs commanditaires. La plus récente condamnation est intervenue le 30 décembre 2010 : le tribunal pénal de Guipuzcoa a déclaré quatre gardes civils coupables d'avoir torturé deux prévenus présumés d'ETA au cours de leur détention au secret, du 6 au 10 janvier 2010. Ces gardes civils ont été condamnés à des peines allant de 2 à 4 ans de prison pour avoir torturé, insulté et menacé de mort les deux prévenus et à leur verser une indemnisation de 24 000 euros. Les onze autres gardes civils jugés ont été acquittés.

Cela faisait dix ans qu'une telle condamnation n'avait pas été prononcée dans l'Etat espagnol, bien que celui-ci soit brocardé tous les ans par Amnesty International et qu'il ait déjà été admonesté par des organismes internationaux tels que le Comité pour la prévention de la torture des Nations Unies. Cette condamnation intervient aussi après que la Cour européenne des droits de l'homme a estimé dans un arrêt du 28 septembre 2010 que l'Etat espagnol n'enquêtait pas suffisamment à la suite de dénonciations de tortures.



A la gauche du PS
Recomposition ou décomposition ?

A la Gauche du Parti Socialiste … pas grand-chose de nouveau lorsqu'il se produit un évènement majeur au Japon : Les communistes restés au PC, les trotskistes de Lutte Ouvrière et quelques attardés républicains défendent l'industrie nucléaire maîtrisée et sécurisée par l'Etat dont la gestion doit être plus « transparente » alors que les autres, labellisés écologistes à un niveau ou à un autre, plus ou moins récemment, demandent la sortie du nucléaire… dans quelques dizaines d'années, car il faut que le capitalisme ait tout de même le temps de s'adapter à cette nouvelle donne imposée par des catastrophes !



Il est certain qu'à tous les niveaux ; revendicatif, social, projet de société, et, un terrain qui ne nous concerne pas, le terrain électoral … il y a de la place à Gauche du P.S. ! Aujourd'hui, encore plus qu'hier, nous ne pouvons plus parler à propos du PS, de sociaux démocrates mais plutôt de sociaux libéraux.

Mais il y a beaucoup de monde dans cet espace ! Nous pourrions nous en moquer en considérant que ce n'est pas notre problème et nous aurions raison si l'occupation de cet espace n'était tenu que par des politiciens ayant comme stratégie d'être calife à la place du calife et qui seraient de sortie qu'aux moments des élections. Mais sur le terrain des luttes, quel qu'il soit, du local au national, nous sommes confrontées à cette Gauche de la Gauche, dans les comités, grèves, manifs, mobilisations, … Alors, autant essayer de comprendre et d'analyser ce qui se trame, se construit et se déconstruit dans ce milieu que nous pouvons côtoyer quotidiennement..

Une nébuleuse indescriptible et une lente décomposition du PCF

Réglons déjà un problème qui n'en est pas un pour nous mais pour eux ! Effectivement, en regardant le paysage de cette Gauche de la Gauche, nous pouvons être étonnés par le nombre de structures différentes qui existent et qui naissent quasiment tous les mois, celles qui disparaissent ne produisant pas d'avis de décès. Cette diversité pourrait être un signe de « bonne santé » mais dans ce milieu l'objectif, proclamé dans tous les textes et les professions de foi, est l'Unité afin de construire une force politique capable de peser vis-à-vis de la mère-grand (ou le père-grand)… le Parti Socialiste. C'est ainsi qu'on peut, à quelques dizaines, créé un groupe intitulé « Gauche Unitaire » qui n'attend surtout pas le grand-soir mais l'opportunité de participer à la construction d'une structure regroupant à Gauche tous les déçus du PS. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, tout en sachant que ce type de grappe de militant/e/s prend toujours corps autour d'une personnalité qui a connu à un moment donné sa petite heure de gloire médiatique lors d'un mouvement social national (mouvement étudiant/lycéen essentiellement).

Dans ce paysage, il y a beaucoup de nouveautés depuis quelques années. Ces nouveautés sont déjà dues à la quasi-fin des certitudes des modèles labellisés « socialistes » dans les quatre coins de la planète. Le Parti Communiste Français n'en finit pas de se décomposer. Sa décomposition crée à elle seule des tas de regroupements qui restent à l'intérieur du Parti puis le quittent. Les derniers départs significatifs sont les « rénovateurs » qui se consacrent à la création de la « Fédération pour une alternative sociale et écologique » (FASE pour les intimes), rassemblement politique né en décembre 2008 visant « naturellement » à regrouper toute la « gauche alternative » suite à un appel lancé par l'hebdomadaire *Politis* pour soi-disant peser dans le rassemblement de la gauche anticapitaliste, antilibérale et naturellement écologiste. A noter que cette FASE est la seule structure politique dont la double appartenance est acceptée, légalisant ainsi certaines pratiques trotskistes historiques. Cette FASE… attend son heure institutionnelle car pour l'instant l'espace est occupé par Le Front de Gauche qu'elle n'arrive pas à rallier car une de ses importantes composantes, le PCF, en veut profondément à ces traîtres « rénovateurs » qui l'ont quitté.

Le Front de gauche est une alliance strictement électorale initiée par le Parti Communiste Français et le Parti de Gauche lors des élections européennes de 2009. Cette alliance devrait perdurer jusqu'aux prochaines élections de 2012 car le PCF y a jusqu'à maintenant trouvé son compte car elle a limité, sa perte inéluctable du nombre de ses élus. Cela va-t-il durer ? A l'approche de l'échéance électorale de 2012, un débat existentiel à l'intérieur du PCF fait rage. Trois gros courants (car les tendances n'ont pas droit de cité malgré l'abandon du centralisme démocratique) s'affrontent. Il y a ceux qui veulent revenir à l'alliance historique « PCF-PS et divers gauche », tendance qui refuse toujours la 2e place prise dans cette gauche plurielle par les écolos institutionnels qui les ont supplantés depuis plusieurs élections déjà.

Le 2e courant, majoritaire actuellement, veut poursuivre la stratégie du Front de Gauche… mais une nouvelle donne est apparue : Mélenchon leader charismatique du Parti de Gauche est en train de les effacer des prochaines présidentielles au 1er tour. Pour la première fois, un communiste ne serait pas candidat à ces élections majeures pour ce type de Parti ; autant dire sa fin programmée.

Le 3e courant, orthodoxe (stalinien diront les mauvaises langues) maintient qu'il faut avoir un candidat du PCF au 1er tour des élections présidentielles et des candidats du Parti dans toutes les circonscriptions à la députation. A cela s'ajoutent des conflits de personnes, locaux, régionaux… et l'absence complète d'une quelconque esquisse de projet de société avec des contradictions fondamentales et inconciliables entre les différents courants. Autant dire que la décomposition du PCF se poursuit, elle va encore durer jusqu'à … sa faillite économique. Mais d'ici là, il y aura moult départs collectifs car c'est encore



Les hommes politiques

aujourd'hui la structure à la gauche du PS qui a, de loin, le plus de militants présents sur le terrain social et est encore capable de recruter lors de mobilisations sociales importantes.

LE PARTI DE GAUCHE RAMASSE LA MISE

Le Parti de Gauche, autre composante incontournable du Front de Gauche (à noter que leurs électeurs confondent Front et Parti au grand dam du PCF), est à sa création, en février 2009, issu d'une mini scission du PS au congrès de novembre 2008 à Reims. Il a pour l'instant trouvé lui aussi son compte avec cet accord électoral avec le PCF qui lui apporte la plupart de ses militants de base pour coller, distribuer les tracts et les professions de foi, porter les banderoles… contribuant ainsi à son implantation électorale.

Le Front de Gauche qui regroupe aussi « La Gauche unitaire » première mini scission du NPA va, très certainement engranger d'autres structures ou militants (dont les derniers départs du NPA) cherchant un débouché politique dans le cadre de nos institutions républicaines. Car le Front de Gauche est actuellement un (petit) créneau porteur pour tous les politiciens se situant à la gauche du PS.

Il semble intéressant aujourd'hui de s'attarder un peu sur ce nouveau parti issu du PS qui a le vent en poupe tout en sachant que le « soufflé » peut aussi vite retomber qu'il a monté.

La référence historique de ce parti est Jean Jaurès. Il se présente comme la continuité politique des mouvements féministes, antiracistes, écologistes et altermondialistes. Une attrape…personnes de gauche en recherche de débouché institutionnel ! Il promeut le dépassement du capitalisme par une méthode : la révolution .. citoyenne … respectueuse de nos institutions républicaines donc démocratiques. Le PG ambitionne de remporter un jour les élections afin d'appliquer un programme républicain de rupture avec la domination capitaliste. Vaste programme, effectivement ! C'est un peu la renaissance, plus d'un siècle plus tard, d'un parti social-démocrate à la sauce républicaine bien de chez nous ! Il s'inscrit « dans le meilleur des traditions du mouvement ouvrier et des combats républicains » (comme les conquêtes coloniales ?). Autant dire que c'est une attrape-couillon ! Le plus drôle est que ses statuts ne veulent pas « de chapelles, de culte du chef ou de domination des spécialistes de la politique ». Ce parti respecte à son plus haut niveau la « divine » parité puisqu'il est co-présidé Jean-Luc Mélenchon et une certaine Martine Billard. Il faut vraiment le lire dans la presse écrite… pour le savoir ! Plus drôle encore est le fait que le Parti de Gauche se dise favorable à l'idée de gouverner avec le PS en cas de majorité à gauche, à la seule condition … que le PS soit minoritaire au sein de cette majorité. Faut les laisser… ils s'arrangeront le moment venu !

Nous n'irons pas jusqu'à dire comme certaines mauvaises langues que le sieur Mélenchon est un coucou qui fait son nid dans celui du PCF, qui a pour stratégie de continuer à faire la même chose dans celui du NPA visant ainsi à devenir incontournable pour le PS la prochaine fois que celui-ci sera aux affaires. On le verrait bien de nouveau ministre…

LE NPA EN CRISE

Effectivement ce Parti de Gauche fout sa merde partout y compris au NPA. Bien médiatisé, Mélenchon a su devenir incontournable à la gauche du PS (sauf à Lutte Ouvrière). A tel point que lors du premier congrès du NPA de février 2011 les 3 principaux courants se sont affrontés sur la question de son éventuelle alliance (ou de son refus) avec le Front de Gauche. C'est effectivement une question centrale pour ceux et celles qui veulent trouver aujourd'hui un créneau institutionnel…

Rappelons que le NPA a été créé en février 2009 sur l'initiative de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui voulait politiquement capitaliser les 1,5 millions de personnes séduites par le facteur. LO et Arlette Laguiller avait eu, en son temps, la même idée mais LO est bien incapable de se dépasser structurellement. La LCR a semblé y arriver et son projet né d'un bon résultat électoral a attiré des jeunes mais aussi des anciens militants en recherche d'un soi-disant « débouché politique ». A sa création, le NPA avait pour principale fonction de défendre un programme anticapitaliste dans les luttes sociales … et aux élections ! Il devait se situer clairement dans une indépendance stricte vis-à-vis du Parti Socialiste. Rappelons tout de même deux constats :

Au deuxième tour électoral, il est bon ton, dans ce milieu, de dire au minimum qu'il faut faire barrage à la Droite.

On ne compte plus les élus du PS qui ont passé une grande partie de leur jeunesse militante à la LCR ! A noter que parmi les dernières personnes qui ont quitté le NPA pour le Front de Gauche figurent des militants qui étaient à la LCR depuis de nombreuses années.

Chez les trotskystes, l'indépendance par rapport au PS est une vieille chimère.

Quelques élections plus tard, les 1,5 millions d'électeurs et d'électrices de Besancenot ont fondu. Et deux ans après sa création, les courants du même type que les tendances de la LCR à son époque, ont refait leur apparition sans oublier que plus d'un tiers des adhérents au NPA à sa création l'ont déjà quitté. Encore quelques mois et le NPA ne sera plus un quelconque dépassement de feu la LCR.

Nous ne pouvons que constater que toute cette myriade de structures à Gauche du PS a toujours comme calendrier les échéances électorales. Le vieux schéma : les luttes sociales doivent permettent de recruter des militants politiques pour les prochaines élections, est toujours d'actualité ! Certains leaders de mouvements sociaux qui ont réussi à se faire médiatiser ont délibérément choisi la maison-mère, le PS ; d'autres passent par un purgatoire d'extrême gauche. Pour nous, les débouchés politiques ne sont pas à chercher dans les institutions mais complètement en dehors sur le terrain des luttes sociales. □

Denis, Reims le 20/03/11

Guerre d'Algérie : Reconnaître le fait colonial

A Saint-Nazaire, l'opposition à la guerre d'Algérie fut particulièrement virulente et à marqué l'histoire militante locale, politique, associative et syndicale. Près de 50 ans après le cessez le feu, les enjeux autour de cette histoire demeurent importants : Depuis 2 ans, municipalité et ancien combattants d'un côté s'affrontent aux anticolonialistes dans le cadre de la rénovation urbaine. Le « square du 19 mars 1962 », rénové avec le front de mer, doit-il devenir un monument aux « morts pour la France » en Algérie, ou rester un lieu de commémoration de la fin d'une sale guerre ?

Les débats sont vifs : faut-il laisser une mémoire officielle envahir l'espace public, ou montrer comment l'histoire détermine pour partie notre présent, et les combats d'aujourd'hui.

Nous publions ci-dessous le texte lu lors de la contre-inauguration impulsée par le MRAP-nazairien et le comité solidarité Algérie local, le 18 mars 2011, qui restitue bien ces enjeux, qui intéresse bien au-delà de l'Estuaire

19 MARS 1962 : CESSEZ LE FEU EN ALGÉRIE À LA MÉMOIRE DE TOUTES LES VICTIMES DE CETTE GUERRE COLONIALE

«19 mars 1962, cessez le feu en Algérie». Depuis bien des années, c'était ce que nous lisions sur la stèle qui a disparu il y a près de 2 ans maintenant au cours des travaux de voirie.

C'est le 19 mars 1962 que cessent officiellement les combats sur le terrain entre les troupes françaises et les combattants de l'armée de libération nationale algérienne. Cet événement historique fut salué avec soulagement par l'immense majorité des peuples Français et Algérien qui voyaient la fin de 8 ans d'une guerre atroce qui ne voulait pas dire son nom : d'abord appelé «maintien de l'ordre», «événements» puis «pacification»... Ce n'est que le 18 octobre 1999, par un vote à l'Assemblée nationale que le terme «guerre d'Algérie» fut enfin reconnu!

Si nous avons appelé à nous rassembler le 18 mars, ce n'est pas seulement pour ne pas perturber la cérémonie officielle du 19 Mars, c'est parce le cessez le feu du 19 mars est le 1er acte découlant des accords d'Evian signés la veille par les représentants du gouvernement Français et ceux du GPRA (gouvernement provisoire de la République Algérienne).

Ces accords mettaient en place un processus d'autodétermination débouchant sur l'indépendance. Ce processus fut ratifié par la grande majorité du peuple Français (90% de oui au référendum du 8 avril 1962) et par le peuple Algérien (99% de oui au référendum du 1er juillet 1962 sur l'indépendance) mais refusé par les tenants de «l'Algérie Française». L'OAS, organisation terroriste animée par des généraux factieux, multiplia les attentats et les assassinats en France et en Algérie sans pouvoir, heureusement, enrayer le processus.

Ce petit rappel historique permet de comprendre pourquoi la commémoration du 19 mars est loin d'être consensuelle : commémoration d'une défaite pour les uns, fin d'une sale guerre pour les autres.

Pour éviter une reconnaissance officielle du 19 mars, le gouvernement de J. Chirac a préféré instituer par décret en 2003 «*une journée nationale d'hommage aux "morts pour la France" pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie*» fixée au ... 5 décembre, date qui ne correspond à rien, mais qui a l'avantage d'éviter toute référence au 19 mars 1962. C'est tout à l'honneur de la FNACA de s'être opposée à ce déni d'histoire et d'avoir, dés 1963, décidé de commémorer chaque année «la fin de la guerre d'Algérie» le 19 mars. Comme c'est à l'honneur de St-Nazaire que d'avoir érigé un monument commémorant le 19 mars 1962 – peu de villes l'ont fait en France- Ce positionnement progressiste est, selon nous remis en cause aujourd'hui par le choix de modifier le texte inscrit sur la stèle.

Quant, à l'occasion de la réfection du front de mer, le monument a été détruit, nous pensions que cela était temporaire, puis, fin 2009, ne voyant rien venir, nous nous sommes inquiétés. A de multiples reprises le Collectif solidarité Algérie et le Mrap de St Nazaire ont écrit au maire pour s'inquiéter de la date et des conditions du rétablissement de ce monument. En vain, nos deux organisations ont été tenues à l'écart des négociations qui se sont déroulées exclusivement avec les associations d'anciens combattants.



Apprenant que l'inscription sur la stèle ferait référence aux «nazairiens morts pour la France», nous avons manifesté notre désaccord. S'en est suivi une polémique publique, d'où s'est dégagée finalement que la plupart des élus municipaux de la majorité de gauche et de «divers gauche» allaient dans le même sens que nous.

En effet, il n'est pas possible de considérer que les soldats français, morts au combat, victimes de cette guerre, sont «*morts pour la France*». Maintenir ce terme reviendrait à cautionner ceux qui à l'époque disaient «*l'Algérie c'est la France*» et traitaient «d'*anti français*» ceux qui s'opposaient à cette guerre coloniale. Les combattants de l'ALN, n'envahissaient pas le territoire français, ils se battaient contre la domination coloniale, pour la liberté et l'indépendance...

Nous comprenons que la FNACA tienne à que ces combattants morts dans une guerre qui n'étaient pas la leur, soient RECONNUS comme des combattants à part entière par la République qui les a sacrifiés dans une guerre injuste, nous soutenons cette revendication légitime, mais cela ne doit pas se faire au prix d'une mystification de l'histoire.

Nous ne contestons pas le droit pour les associations d'anciens combattants d'être consultées. Nous estimons que leur volonté d'honorer la mémoire de

leurs compagnons morts au combat est légitime, mais cela ne peut se faire en gommant les autres mémoires. Le monument du 19 mars n'est pas un monument aux « morts pour la France » C'est un monument qui commémore la fin d'un GUERRE COLONIALE, faite «au nom de la France» - mais dont le peuple Français ne voulait pas - contre le peuple Algérien qui se battait pour son indépendance.

"A la mémoire de toutes les victimes de cette guerre coloniale"

En inaugurant aujourd'hui une stèle ainsi intitulée, nous voulons redonner tout son sens à cette commémoration : un sens conforme à la réalité historique et respectueux de toutes les mémoires.

Pour nous, la commémoration du 19 mars 1962 concerne l'ensemble des peuples algérien et français dont l'histoire s'interpénètre. Dans le peuple Français nous pensons particulièrement à ces jeunes français, dits «issus de l'immigration» (cette expression est loin d'être anodine, elle prouve qu'ils ne sont pas considérés comme des français «à part entière») : Leur mémoire, la mémoire de leurs parents ou de leurs grands parents qui ont vécu cette période doit être prise en compte. Hier, la nationalité Française fut imposée aux parents, comme *sujets* et non comme *citoyens*. Aujourd'hui, leurs enfants français se voient sommés de faire allégeance à une identité française mythique qui les rejette.

Pour nous, la commémoration du 19 mars 1962 ne peut en aucun cas gommer le caractère colonial de cette guerre. Il faut que l'Etat français reconnaisse sa responsabilité dans les drames, les humiliations, les souffrances engendrées par le système colonial. Il est temps qu'enfin la France reconnaisse que la colonisation, en Algérie comme ailleurs, était faite pour dominer et exploiter. La prétendue «œuvre civilisatrice» de la République n'étant qu'un prétexte raciste pour justifier cette domination.

Pour nous, commémorer le 19 mars 1962 c'est rappeler les horreurs de ce que fut cette guerre coloniale qui a engendré un cortège d'exactions, de crimes, de massacres, de mépris du droit humain, de torture et de racisme...

Pour nous, commémorer le 19 mars, c'est rendre hommage aux victimes, à toutes les victimes de cette guerre: Les victimes civiles et militaires, les victimes algérienne et françaises

Quand nous disons TOUTES les victimes, nous pensons à la population algérienne qui s'est battue pour ses droits et qui a subi le plus lourd sacrifice: Entre 500 000 et un million et demi de morts selon les sources, des milliers de torturés, 3 millions d'habitants déplacés... des villages entiers bombardés au napalm...

Nous pensons aux soldats français: Ces "malgré nous", qui ont été embarqués dans cette guerre qui n'était pas la leur, certains y ont laissé leur vie, tous ont sacrifié une partie de leur jeunesse et sont restés marqués dans leur tête sinon dans leur chair...

Nous n'oublions pas les Harkis, souvent des "malgré nous" eux aussi, qui ont subi l'opprobre et la répression en Algérie et, en France, se sont retrouvés parqués dans des camps comme des parias. La France qui les avait utilisés pour combattre leur compatriotes n'a cessé de les considérer comme des "indigènes"...Nous n'oublions pas les civils français victimes des attentats, ni les «rapatriés» qui ont connu la douleur de l'exil...

Pour nous, commémorer le 19 mars, c'est aussi rendre justice à tous ceux qui se sont battus contre cette guerre injuste:

Ceux qui – notamment à St Nazaire- ont manifesté contre le départ des «rappelés» et pour la «paix en Algérie». Ceux qui ont refusé de porter les armes : «*Les soldat du refus*». Ceux qui se sont élevés contre la torture comme de la Bollardiere. Ceux qui sont morts sous la torture comme Maurice Audin. Ceux qu'on a appelés «*les porteurs de valise*» et ceux qui ont choisi de se battre du coté des Algériens comme F. Yveton et l'aspirant Maillot...

Nous ne voulons pas raviver les plaies nombreuses et douloureuses, les divisions engendrées par cette guerre qui un demi siècle après continue à marquer les esprits. Au contraire, nous pensons que seul un travail de vérité, conséquent, courageux et déterminé permettra d'apaiser les douleurs et les traumatismes que cette guerre a provoqués pour des millions de personnes en France comme en Algérie.

Ce travail de vérité est particulièrement d'actualité: un climat malsain se développe en France. Le passé colonialiste est occulté ou pire valorisé au nom des «bienfaits de la colonisation». Le racisme anti arabe et islamophobe s'exprime sans complexe, y compris dans les plus hautes sphères de l'Etat. Le «racisme d'Etat», les nauséabonds «débats» sur «*l'identité nationale*» , sur «*l'islam*», sur «*l'immigration*» donnent des ailes à l'extrême droite héritière de l'OAS...

Nous ne voulons pas revivre les pires moments de notre histoire, c'est pourquoi nous plaçons cette commémoration sous le signe de l'amitié entre les peuples Algériens et Français, sous le signe de la lutte contre le racisme, contre le colonialisme, contre toutes les oppressions.

En disant cela, nous sommes au diapason de l'immense mouvement mondial des peuples, qui notamment au Maghreb, se soulèvent pour leur dignité, leur liberté et leur indépendance. Nous sommes solidaires de leur double lutte: contre leurs dictatures et contre la main mise des puissances impériales.... . ☐

Intervention lue au nom du Collectif solidarité Algérie (CSA) et du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) le 18 mars 2011

La guerre de Corée 60 ans plus tard

Juste avant que les révoltes arabes, puis les catastrophes au Japon surgissent sur le devant de la scène, le conflit entre la Corée du Nord et son homologue du Sud a occupé la Une des médias. Cela nous rappelle qu'il y a tout juste 60 ans débutait la « guerre de Corée » qui, au lendemain du second conflit mondial, manqua de peu de transformer une « guerre froide » en troisième conflagration planétaire. Pour aider à la compréhension des événements actuel il nous a paru intéressant de traduire de texte d'un camarade américain (1) écrit pour le site anarkismo (http://www.anarkismo.net/).

LE CONTEXTE

La guerre de Corée entre 1950 et 1953 est une « guerre oubliée », une « guerre inconnue ». Dans la section histoire militaire de toute librairie, il existe de nombreux ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale, sur la guerre du Vietnam, et même sur celle d'Irak et d'Afghanistan, mais aucun sur la Corée !

Pourtant, à bien des égards, elle a été un tournant dans l'histoire mondiale après 1945. Elle a consolidé le modèle d'une « guerre froide » faite de guerres « périphériques » mais sans troisième guerre mondiale. Elle a justifié le réarmement des Etats-Unis, qui, parmi d'autres effets, a contribué au boom économique de l'après-guerre. Et pour les Coréens, elle a entériné la douloureuse division de leur ancienne nation.

On ne peut comprendre la guerre de Corée que par la convergence de différents facteurs.

Il y avait le conflit interimpérialiste entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Au sortir de la Seconde Guerre, les Etats-Unis étaient devenus la puissance dominante du monde, militairement, politiquement et économiquement. L'URSS de Staline était beaucoup plus faible (ce qui a conduit la gauche à croire à tort qu'elle était plus pacifiste). Mais l'un comme l'autre contrôlaient d'autres pays ; et tous deux avaient des bombes nucléaires qui menaçaient d'exterminer l'humanité.

Il y avait aussi la lutte des classes coréenne des paysans et des travailleurs contre la classe des propriétaires et des capitalistes.

Et puis la guerre civile entre les deux Etats coréens, chacun cherchant à unifier la nation sous sa propre bannière.

Et encore l'aspect de lutte de libération nationale de la Corée, d'abord contre les Japonais et leurs collaborateurs, puis contre les Etats-Unis et leurs alliés.

L'HISTOIRE

L'Empire japonais a officiellement annexé la Corée en 1910 et l'a occupé jusqu'à la fin de la Seconde Guerre. Comme il se doit, l'occupation a été particulièrement brutale et cruelle. Des milliers de Coréens ont été déplacés de force pour travailler dans les usines japonaises en Corée ou au Japon. Pas mal d'entre eux furent enrôlés dans l'armée japonaise ; des femmes coréennes recrutées de force comme « femmes de réconfort » dans l'armée japonaise. La langue coréenne fut interdite en faveur du japonais.

Bien sûr, il y eut une résistance. Beaucoup fuirent la péninsule pour rejoindre la grande communauté de Coréens résidant depuis longtemps en Mandchourie et en Chine du Nord (cette région fut même jadis rattachée au royaume de Corée). Ils y formèrent des armées de guérilla et s'allièrent avec les communistes chinois pour combattre les Japonais. Une bonne partie des forces communistes chinoises furent constituées de Coréens, et des milliers d'entre eux participèrent ensuite à la guerre civile chinoise qui renversa Tchang Kaï-chek.

D'autres Coréens collaborèrent avec les Japonais : les propriétaires et les classes capitalistes, bien sûr, mais aussi des gens du peuple qui devinrent officiers dans l'armée et la police japonaises.

A la fin de la Première Guerre, des centaines de « comités populaires » furent constitués dans toute la Corée. La plupart étaient composés de militants locaux, de gauche et nationalistes sans être dominés par les communistes du Parti des travailleurs. Ils commencèrent à créer un gouvernement unifié.

L'armée américaine divisa la Corée en deux, le long d'une ligne artificielle sur le 38e parallèle : les Soviétiques avaient à charge de faire capituler les Japonais au nord de cette ligne ; les Américains, au sud. Une division temporaire acceptée par l'URSS. La partie nord était à l'époque la plus industrielle, la partie sud était la plus peuplée (au moins les deux tiers de la population). On pensait qu'un gouvernement d'union serait ensuite formé.

Dans le Sud, l'armée américaine supprima les comités populaires, interdit les syndicats ouvriers et paysans, et réprima les militants de gauche. Elle mit en place un régime s'appuyant sur les Coréens qui avaient collaboré avec les Japonais. Pour la façade, elle fit revenir Syngman Rhee, un nationaliste qui avait passé des décennies aux Etats-Unis, afin de construire un Etat autoritaire, la République de Corée, dotée de signes extérieurs « démocratiques » (élections, etc.), tout en assassinant les opposants et en mettant la gauche hors la loi.

Dans le Nord, l'armée soviétique avait permis le retour d'ex-combattants de la guérilla communiste, menés par Kim Il-sung. Ils s'emparèrent des comités populaires pour asseoir une dictature de type stalinien, la République populaire démocratique de Corée. Ils brisèrent l'ancienne classe des propriétaires fonciers, s'emparèrent de l'industrie capitaliste sans que pour autant les paysans et les travailleurs accèdent au pouvoir. Ils constituèrent, par la « collectivisation », une nouvelle classe dirigeante bureaucratique en transformant l'Etat en un agent d'accumulation du capital (le capitalisme d'Etat).

Staline était moins intéressé par l'est de l'Asie que par celui de l'Europe, où il contrôlait étroitement des Etats satellites. Il avait certes essayé d'empêcher Mao de renverser complètement le régime de Tchang Kaï-chek (ce que Mao n'oublia jamais), mais il ne contrôlait pas totalement les Nord-Coréens, qui possédaient de véritables leaders liés à la lutte

(1) Wayne Price est membre de la Northeastern federation of anarchist-communist (NEFAC), groupe de New-York. Il a écrit de nombreux articles pour anarkismo.



de libération nationale et qui avaient la capacité de jouer la Chine contre l'URSS.

D'octobre à novembre 1946, des soulèvements importants se produisirent dans le Sud contre les collaborateurs des Japonais et les propriétaires terriens. Ils furent durement réprimés, avec l'appui de l'armée américaine. En avril 1948, un soulèvement de grande ampleur sur l'île de Cheju fut également maté. En octobre 1948, les mutineries et les rébellions aboutirent à la constitution de guérillas un peu partout dans le pays ; certaines d'entre elles durèrent jusqu'à ce qu'éclate officiellement la guerre.

Les deux régimes coréens annonçaient leur intention d'unifier la Corée sous leurs drapeaux respectifs. Leurs armées étaient postées le long du 38e parallèle. Escarmouches et provocations se multiplièrent des deux côtés de la frontière. Les Etats-Unis freinèrent alors délibérément l'acheminement de certains matériels pour l'armée du Sud, afin d'empêcher celle-ci d'envahir le Nord, comme le gouvernement menaçait de le faire.

Et, de fait, c'est le Nord qui attaqua le Sud en juin 1950. Ce ne fut pas sur ordre de Staline : Kim Il-sung agissait dans l'intérêt de son Etat, et il avait apparemment obtenu des Chinois la permission de le faire (l'URSS boycottait à l'époque le Conseil de sécurité de l'ONU ; elle n'était donc pas en mesure de s'opposer par un veto à l'aval que cet organisme avait donné à une intervention des Etats-Unis).

Dans un premier temps, l'Armée populaire de Corée écrasa les forces armées du Sud qui s' effondrèrent, s'enfuirent ou se rendirent. L'armée américaine ne fit pas beaucoup mieux. Le Nord repoussa ainsi les armées américaine et coréennes du Sud vers le port de Pusan, au sud-est, en prenant le contrôle de 90 % du territoire coréen. Partout où il le pouvait, son administration imposa la réforme agraire.



Mais les Etats-Unis et leurs alliés (en particulier les Britanniques) réagirent immédiatement. Sur ordre du Président Truman, ils débarquèrent en Corée, officiellement sous le drapeau de l'ONU dont ils étaient la force principale. Ils reprirent le Sud, puis, en septembre, débarquèrent sur la péninsule d'Inchon, derrière les lignes nord-coréennes. Ce fut alors aux forces du Nord de battre en retraite.

Les Etats-Unis et l'ONU auraient pu proclamer leur victoire en se contentant de maintenir les troupes du Nord sur le 38e parallèle, les communistes chinois ayant menacé d'intervenir si les Américains pénétraient au-delà. Pourtant, les forces du Sud commencèrent à occuper des villes et des villages du Nord, et franchirent même, en octobre, la frontière chinoise à la rivière Yalu.

Pour les communistes chinois, c'était une attaque directe contre leur propre révolution. Et de fait, certaines tendances aux Etats-Unis considéraient la guerre de Corée comme un tremplin pour attaquer la Chine. La marine américaine intervint dans le détroit de Taiwan pour empêcher les communistes chinois d'achever leur propre guerre civile en poursuivant Tchang Kaï-chek à Taiwan.

Comme ils l'avaient annoncé, les Chinois réalisèrent alors une jonction avec les forces nord-coréennes. À la fin de janvier, les Etats-Unis et l'armée sud-coréenne furent piégés et repoussés vers le sud au niveau du 38e parallèle. Les deux années suivantes furent une partie d'échecs faite d'attaques et de replis de faible ampleur, une guerre de tranchée comme lors de la Première Guerre.

La puissante industrie militaire des Etats-Unis fut mise à profit contre leurs ennemis : les bombardements se multiplièrent au Nord comme au Sud. Des bombes incendiaires et du napalm furent utilisés contre la population : toutes les villes du Nord et la plupart des bourgs furent anéantis. La destruction des deux principaux barrages d'irrigation du Nord provoqua des inondations gigantesques et quantité de morts. Les réfugiés furent traités comme des ennemis par les Etats-Unis et la Corée du Sud, et donc massacrés.

Il y eut de sérieuses discussions, au sein du gouvernement américain, sur l'opportunité de recourir ou non à l'arme nucléaire en Corée ou en Chine. Des avions survolèrent la Corée du Nord pour évaluer la possibilité de larguer une bombe atomique. Heureusement, à chaque fois, le gouvernement décida de ne pas le faire ; et ses tensions internes créées par la conduite d'une guerre devenue de plus en plus impopulaire conduisirent Truman à démettre de ses fonctions le général Douglas MacArthur, qui préconisait l'extension de la guerre en Chine et l'utilisation de l'arme nucléaire.

Après deux ans de négociations, en juillet 1953, la guerre se conclut par un armistice (que Sud n'a jamais signé) – autrement dit, officiellement, cette guerre n'est pas terminée. Elle était due à des erreurs d'évaluation des deux côtés : le Nord avaient cru que les Etats-Unis ne soutiendraient pas à fond le Sud ; les Etats-Unis étaient convaincus que la Chine n'interviendrait pas s'ils envahissaient le Nord. Après trois années de guerre dans une péninsule dévastée (plus de 3 millions de Coréens morts, des millions de réfugiés errant dans des campagnes ravagées), ce fut un retour au point de départ : les deux camps de part et d'autre d'une zone démilitarisée, le long du 38e parallèle.

Avec près de 35 000 soldats américains tués, la guerre de Corée était devenue très impopulaire. La cote de Truman ayant chuté à un niveau jamais atteint, il décida de ne pas se représenter. Et si, à l'inverse de la guerre du Vietnam, plus tard, il n'y avait pas eu aux Etat-Unis de mouvement pour la paix – en particulier à cause de l'hystérie anticommuniste, très forte à l'époque –, le républicain « Ike » Eisenhower fut élu Président sur une promesse implicite de mettre fin au conflit.

LA RÉPONSE DE LA GAUCHE

Aux Etats-Unis, comme en Europe occidentale ou ailleurs, la gauche fut divisée entre trois points de vue :

- Les libéraux et les sociaux-démocrates appuyèrent en général le camp américain, en acceptant l'argument fallacieux selon lequel c'était la Corée du Nord qui avait commencé la guerre en franchissant une frontière reconnue sur le plan international. Ils se retranchèrent derrière le prétexte que ce n'était pas une agression américaine, mais une « action de police » de l'ONU (alors qu'en fait les Etats-Unis étaient en train de s'imposer à un pays colonisé, contre la volonté de la majorité de ses habitants, avec les Nations unies comme couverture). On retrouve là le classique cas de figure où des libéraux et des sociaux-démocrates défendent l'impérialisme occidental.

- Certains gauchistes soutinrent le camp communiste. Ils tenaient l'Union soviétique, la Chine maoïste et la Corée du Nord pour « socialistes » et progressistes. Les trotskystes orthodoxes les désignaient comme des « Etats ouvriers » (« dégénérés » ou « déformés ») qui devaient être défendus contre le capitalisme, alors qu'il s'agissait de dictatures capitalistes d'Etat : les travailleurs n'avaient aucun contrôle dessus et ils étaient traités par elles aussi mal que dans l'Occident capitaliste.


EDITION QUOTIDIENNE La Patrie 5¢ 64 PAGES

Sur le front Coréen

ARRIVÉE DU 1er BATAILLON AMÉRICAIN

(Lire nouvelle en page 33)

LA CORÉE ANCIENNE ET MODERNE

Ces gauchistes voyaient aussi dans la guerre de Corée une guerre de libération nationale contre la principale puissance impérialiste – donc un élément de la révolution mondiale contre le colonialisme et l'impérialisme (la Chine en faisant partie, notamment par l'intervention maoïste en Corée), comme la lutte de l'Inde pour son indépendance, les luttes nationales en Afrique et au Moyen-Orient, et les efforts des pays d'Amérique latine pour s'autonomiser.

Cette analyse comportait une part de vérité. Cependant, la défaite de la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis a imposé des limites à ces luttes de libération : en l'absence d'une orientation internationaliste révolutionnaire portée par la classe ouvrière, elles n'ont pas pu aller au-delà des programmes staliniens ou bourgeois-nationalistes. Elles ont réalisé des améliorations dans la vie des gens ordinaires, mais sans sortir de leur subordination au système capitaliste mondial (incluant le capitalisme d'Etat soviétique). Pour cette raison, entre autres, ce fut une grave erreur d'idéaliser les gouvernements nationalistes staliniens de ces Etats. La critique reste juste, même s'il était nécessaire de se solidariser avec leurs peuples contre l'impérialisme.

- La plupart des anarchistes, des trotskystes dissidents, des pacifistes radicaux et quelques autres rejetèrent à la fois le stalinisme et le capitalisme occidental. Ils ne se rangèrent dans aucun des deux camps de cette guerre. Ainsi, Natalia Sedova, la veuve de Trotsky, démissionna de la Quatrième Internationale.

Ces militants ont eu raison de ne pas choisir le camp américain, en s'opposant au régime sud-coréen qui avait collaboré avec les Japonais puis avec les Etats-Unis, et en dénonçant l'« action de police des Nations unies ». Ils ont également eu raison d'exiger la fin immédiate de la guerre ainsi que le retrait des troupes américaines ; de refuser de considérer comme « socialistes » les Etats communistes, y compris la Corée du Nord : c'était des gouvernements réactionnaires, oppressifs, capitalistes d'Etat et alliés à l'Etat impérialiste de l'Union soviétique.

Pourtant, certains ont eu tendance à sous-estimer la capacité d'autonomie de la Corée du Nord et de la Chine, en ne voyant en elles que des marionnettes de Staline. Ils n'ont pas pris la mesure de leur volonté, soutenue par leur peuple, de se libérer de l'impérialisme. Et s'ils ont eu raison de ne pas soutenir les dictatures du Parti communiste, ils auraient dû exprimer leur solidarité avec le peuple opprimé de Corée – qui voulait être uni et libéré des Japonais comme de l'impérialisme américain et de ses laquais. Le débat reste ouvert.

Wayne Price

Infotour en Europe de l'Ouest de l'Anarchist Black Cross Belarus (ABC)



Du 04 Mars au 24 Avril, un infotour avec des membres de l'Anarchist Black Cross Bélarus de Minsk (capitale) de Biélorussie est organisé pour créer une solidarité internationale, informer sur la répression qui a été mené au mois de septembre dernier, informer sur la situation actuelle et récolter des fonds.

L'Anarchist Black Cross de Minsk a été fondé en 2000-2001, et a tout d'abord diffusé de l'information sur les camarades emprisonnés suite à leurs activités et organise des actions de solidarité pour les soutenir. Il faut savoir que les Anarchistes biélorusses sont sujets à une répression permanente pour leurs activités. L'ABC Bélarus organise des campagnes pour apporter une aide juridique pour les camarades subissant des investigations, et payer des avocats. De plus l 'ABC organise des rencontres et publie des brochures pour aider ceux qui subissent des pressions de la part des services de la sécurité intérieur et du KGB (comité de Sécurité de l'état). Il existe un article du code criminel qui stipule que si des personnes participent à une organisation non enregistré, les personnes seront passibles de 3 ans de prison ferme. L 'ABC est une association criminelle...

Dans un contexte, pré -électorale hystérique, des tensions diplomatiques tendues entre la Russie et la Biélorussie, d'état autocratique dictatoriale avec Lukashenko à sa tête depuis 16 ans.

L'automne dernier a vu une nouvelle offensive dans la campagne de persécution du gouvernement Biélorusse contre les activistes politiques et écologistes, des raids policiers ont eu lieux dans tout le pays, interrogatoires, perquisitions, chantage, violences physiques, menace de viol, d'assassinat, ordis, disques durs ont été confisques, beaucoup de données ont été récupérés..

A l'heure actuelle, 4 anarchistes Biélorusses sont encore emprisonnés, accusés d'avoir organisé une série d'actions directes en 2009-2010. Tout a commencé bien avant Septembre 2010, les années 2009 et 2010 ayant été riches en actions radicales revendiquées par les anarchistes Biélorusses. Le dossier «anarchiste» de la police reste toujours vide, la fin de l'investigation de l'enquête prendra fin avril mais les charges s'amoncellent de jour en jour contre les prisonniers, les personnes risquent plusieurs années de prison.

Une brochure a été traduite et complété pour l'infotour pour que les personnes comprennent par des textes la situation politique actuelle du pays, la répression politique pendant l'année dernière, les différentes initiatives à l'intérieur du mouvement, le contexte dans lequel le mouvement anarchiste évolue, les actions de solidarité déjà mené et leur importance, et des interviews.

LA SOLIDARITE EST UNE ARME

Dates avec des personnes de L'ABC Bélarus

29 Mars - CCL (Lille) CGA (centre culturel libertaire)

01 Avril – Paris Librairie Publico

02 Avril - Tanneries (Dijon) ABC Dijon Espace autogère des Tanneries

03 Avril - La Plume Noire (Lyon)

04 Avril - la plage (Saint-Etienne) au Squat "La Plage" / 86, rue de la Sabliere.

06 Avril - lokal autogéré (Grenoble)

08 Avril - le Seul problème (Marseille)

Avril - l'Espace Noir (st Imier suisse)

Ecrire à l' ABC de Minsk belarus_abc@riseup.net

Avoir la brochure : lutinmalin@rebellyon.info

ABC Dijon : maloka@chez.com



«Liberté pour les activistes belarus»

4pcouv-CA209(2):CA 27/03/11 18:37 Page 32

19 MARS 2011 : JOURNÉE D'ACTIONS CONTRE LA RÉPRESSION

Lors du forum antirépression qui s'est tenu à Poitiers à la mi-novembre 2010, à l'initiative du Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux, la dizaine de collectifs qui étaient présents ont arrêté le principe d'une Journée d'actions contre la répression et les violences policières le 19 mars 2011. L'idée était, en proposant ce projet collectif, de poser les bases d'un réseau en vue d'une plus grande efficacité – chaque collectif décidant par ailleurs de son intervention en fonction des réalités locales.

Le 19 mars a donc eu lieu cette Journée d'actions, et au moins une quinzaine de comités antirépression en France ont, à notre connaissance, participé à sa réalisation.

Quelques exemples de ce qui s'est fait à cette occasion : distribution de tracts par les Amis de l'Egalité à Blois ; mani'festive du Collectif contre les abus policiers (CLAP33) «Que fait la police ?» et débat sur la Loppsi 2 à Bordeaux ; rassemblement contre les violences policières à l'appel du collectif Vérité et justice pour Hakim Ajimi à Grasse ; distribution de la première édition du Cri du peuple à Libourne ; débat sur la répression des mouvements sociaux et expo-photo sur le mouvement d'octobre 2010 à Lyon ; marche à l'appel des familles de victimes mortes entre les mains de la police à Paris ; manif contre les violences policières à Pau ; rassemblement devant le palais de justice et projection-débat sur la répression à Périgueux ; rassemblement au TGI et débat sur la répression à Reims ; action politico-ludique, le «jeu de l'oie» sur les libertés que l'on veut supprimer, à Saint-Nazaire ; marche contre les violences policières et sécuritaires, ainsi que concert de soutien au Collectif d'autodéfense juridique (CAJ) à Toulouse…

A Poitiers, le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux (antirep86) appelait à deux rendez-vous. D'abord à un rassemblement pour dénoncer, en rebaptisant les rues du centre-ville, l'exclusion sociale – avec des interventions du collectif des slameurs Astre en moi sur les thèmes de la répression et de l'injustice. Ensuite à un débat sur la politique du tout-sécuritaire et les moyens de la contrer. Environ 120 personnes ont participé sur Poitiers à cette Journée d'actions collective, qui se renouvellera sans doute.

REIMS : EGREGORE 2 - FLICS 0.

Malgré ce magnifique après-midi de printemps, c'est une trentaine de personnes qui acceptèrent de s'enfermer dans une des salles d'audiences du TGI de Reims, pour assister, solidairement, à mon procès. Rappelons que j'étais poursuivi pour deux outrages supposés commis envers des flics, respectivement de la DCRI (ex RG) et de la , à l'occasion de manifestations publiques ou de rassemblements de solidarité. Il s'agissait pour les flics non seulement de harceler un militant, mais surtout de mettre la pagaille et briser une dynamique, tactique archi classique de toutes polices politique.

Le spectacle fut assuré par le procureur, qui dans un style très III République (moustache comprise), oscillant entre le vaudeville et la leçon de littérature, nous lâcha quand même quelque vérités bien senties (oui je suis un agent de la répression et alors ! un procès verbal de policier ce n'est pas une preuve !), il fallait bien ça pour masquer les incohérences des deux dossiers. Il fut cependant obligé de reconnaître les paradoxes des deux

Le show était mauvais et un certain nombre de camarades décidèrent de ne pas jouer le rôle du public passif et de sortir avant la fin des réquisitions. Celle ci fut d'ailleurs particulièrement faibles : relaxe pour une des affaires, une peine d'amende pour la seconde, le délibéré est fixé au 18 avril.

Ah au fait, les flics démontrèrent une fois de plus leur immense courage en ne se présentant pas à la barre, Decarme, le baveux des condés présentant une plaidoirie, molle et flasque, à l'image du personnage, il se contenta de réclamer du fric pour lui et ses affidés.

Si certes, cette histoire risque de plutôt bien se finir, elle sanctionne quand même presque un an de prise de tête et il me reste un petit regret celui de n'avoir pas pu transformer ce procès en un vrai moment de lutte contre les flics et leur justice et en un pôle de contestation auquel aurait pu s'agréger d'autres victimes du harcèlement policier, mais bon ce n'est qu'un début continuons le combat comme on dit !

Merci a tout-e-s ceux qui m'ont manifesté leur soutien d'une manière ou d'une autre !

Jean-Mouloud

PS : A la fin c'est nous qu'on gagne !

Vient de paraître

Hors-série de Courant Alternatif

L'Ecole entre domination et émancipation

AU SOMMAIRE

- Education : moyen d'intégration ou émancipation ?
- L'école de la citoyenneté et vice versa
- L'éducation populaire, une histoire en contradiction avec ce qu'elle énonce
- Le fichage de toute une jeunesse passe par l'éducation nationale
- École, langue et citoyenneté
- Analyse des réformes de l'enseignement



- L'entreprise comme nouveau modèle éducatif
- Les compétences
- L'évolution sociologique du milieu enseignant
- Opposition entre scolaristes et professionnalistes
- Panorama des expériences d'éducation libertaire
- Le lycée expérimental de Saint-Nazaire
- L'école émancipée, une histoire
- Le « pédagogisme »
- Etc…

44 pages, 4 euros

Attention ! seuls les abonnées à 30 euros le reçoivent (10 numéros + les hors séries). Sinon vous pouvez le commander (4 euros port compris) à

OCL/Égrégore, B.P. 1213, 51058 Reims Cedex.

Les chèques sont à établir à l'ordre de « La Galère »

Où trouver Courant alternatif ?

Merci de nous indiquer d'autres dépôts possibles

Ouest
- LA MAISON DE LA PRESSE, Rue de Bernière, 14000 CAEN
- LE BROUILLON DE CULTURE, 9 rue St Sauveur, 14 000 CAEN
- LIBRAIRIE L'INSOUMISE 128 rue St Hilaire 76000 ROUEN
- LES NUITS BLEUES 21, rue Maillé 49100 ANGERS

Bretagne
- PENN DA BENN Librairie 37 place St Michel 29300 QUIMPERLE
- LIBRAIRIE LA COMMUNE 17 rue de Châteaudun 35000 RENNES
- VOIX AU CHAPITRE, 67 rue Jean Jaurès, 44600 SAINT-NAZAIRE
- VENT D'OUEST, 5 place du Bon Pasteur 44000 NANTES
- LE COMPTOIR BASQUE, 16 place Ste Anne, 35000 RENNES

Sud Ouest
- NOIR SUR BLANC, 17 rue Jean Jaurès, 81600 GAILLAC
- LIB. DU MUGUET c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33000 BORDEAUX
- Librairie INFOS 2, rue Théodore Guiter 66000 Perpignan Ecrire à : C.E.S. B.P. 40233 66002 PERPIGNAN
- LIBRAIRIE L'EQUITABLE, 11 place Georges Duthil, 09000 FOIX
- LIBRAIRIE PLUME(s) 16 rue St Martin 12100 MILLAU
- LE KIOSK, Maisons des associations, 3 rue Escoussières Arnaud Bernard, 31000 TOULOUSE

Nord
- L'HARMATTAN, 35 rue Basse, 59 000 LILLE
- CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE 4 rue Colmar 59 000 LILLE
- LE CRI DU PEUPLE 67 rue Jean Jaures 51100 REIMS

Rhône-Alpes
- URUBU, 17 grand-rue, 26000 VALENCE
- LIBRAIRIE LA GRYFFE 5 rue Sébastien Gryphe 69007 LYON
- LA PLUME NOIRE 8 rue Diderot 69001 LYON
- MAISON DE L'ECOLOGIE 4 rue Bodin 69001 LYON

Sud-est
- LE SEUL PROBLEME 46 rue Consolat 13001 MARSEILLE
- LIBRAIRIE L'ODEUR DU TEMPS, 35 rue Pavillon, 13001 MARSEILLE

Région parisienne
- LIBRAIRIE PARALLELES 47 rue St Honoré 75001 PARIS
- LIBRAIRIE LE POINT DU JOUR 58, rue Gay-Lussac, 75005 PARIS
- LE TIERS MYTHE Librairie 21 rue Cujas 75005 PARIS
- LIBRAIRIE PUBLICO 145 rue Amelot 75011 PARIS
- LIBRAIRIE LADY LONG SOLO 38 rue Keller 75011 PARIS
- QUILOMBO Librairie 23 rue Voltaire 75011 PARIS
- LA BRECHE Librairie 27 rue Taine 75012 PARIS
- LIBRAIRIE LA FRICHE 6 rue Léon Frot, 75011 PARIS
- MAG PRESSE, 64 rue du général de Gaulle, 78300 POISSY